



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**
Auvergne-Rhône-Alpes
ARRÊTÉ N°

20250060

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL d'autorisation environnementale n°
relatif à la prolongation d'exploitation de l'Installation de stockage de déchets non dangereux
située au lieu-dit « Puy Long », sur la commune de Clermont-Ferrand, et exploitée par le VALTOM

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'environnement et notamment ses livres I et V, articles L 181-13, R. 512-2 et suivants, L. 515-8 à L. 515-12, R. 515-24, R. 515-31-1 et suivants relatifs aux servitudes d'utilité publique, L. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 relatifs à la constitution des garanties financières et R. 515-58 et suivants relatifs aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2022 fixant les modalités de certification prévues aux articles L. 556-1 et L. 556-2 du code de l'environnement, le référentiel, les modalités d'audit, les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et les conditions d'équivalence prévus aux articles R. 512-39-1, R. 512-39-3, R. 512-46-25, R. 512-46-27, R. 512-66-1 et R. 515-106 du code de l'environnement, ainsi que les modèles d'attestation prévus aux articles R. 556-3 et R. 512-75-2 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mai 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté préfectoral du 18 mars 2022 ;

Vu le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Allier Aval approuvé par arrêté préfectoral du 13 novembre 2015 ;

Vu l'adoption par le conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes le 19 décembre 2019 du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) en application de l'article L. 541-14 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'approbation du schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes daté du 10 avril 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°08/02234 du 25 juin 2008 instituant des servitudes d'utilité publique dans la bande des 200 mètres autour de la zone d'exploitation étendue du centre de stockage de déchets de « Puy-Long » situé à Clermont-Ferrand ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 13/02155 du 31 octobre 2013 autorisant le VALTOM à étendre et à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit « Puy Long » sur le territoire de la commune de Clermont-Ferrand ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 17-01583 du 2 août 2017 adaptant les prescriptions imposées au VALTOM pour l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de « Puy Long » sur la commune de Clermont-Ferrand ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°18-01942 du 4 décembre 2018 adaptant les prescriptions imposées au VALTOM pour l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de « Puy Long » sur la commune de Clermont-Ferrand ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19-00545 du 19 avril 2019 modifiant les conditions de remise en état de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de « Puy Long » exploitée par le VALTOM sur le territoire de la Commune de Clermont-Ferrand pour permettre l'implantation d'un parc photovoltaïque ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-1588 du 25 août 2021 autorisant le VALTOM à mettre à jour la surveillance environnementale, à prolonger la dérogation de capacité annuelle, à étendre la zone de chalandise de l'installation de stockage de déchets non dangereux et à créer un casier dédié aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante au lieu-dit « Puy Long » sur le territoire de la commune de Clermont-Ferrand ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-0393 du 14 mars 2023 portant sur l'exploitation d'une unité d'épuration de biogaz, produit d'une part, par l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par le VALTOM au lieu-dit « Puy Long » sur le territoire de la commune de Clermont-Ferrand et, d'autre part, par le méthaniseur du pôle de traitement et de valorisation de déchets exploité par la société VERNEA à Clermont-Ferrand, avec réinjection du biométhane dans le réseau de distribution de gaz naturel ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-1802 du 20 octobre 2023 autorisant le VALTOM à prolonger la dérogation de capacité annuelle de l'installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu-dit « Puy Long » sur le territoire de la commune de Clermont-Ferrand ;

Vu la délibération du VALTOM N°2022/1415 en date du 20 décembre 2022 relative à la fermeture définitive de l'ISDND de Saint-Sauves d'Auvergne à compter du 1er janvier 2023 ;

Vu la demande du 05 août 2021, présentée par le VALTOM dont le siège social est situé au 1, chemin des domaines de Beaulieu 63000 Clermont-Ferrand, à l'effet d'obtenir l'autorisation de prolonger l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu-dit « Puy Long », sur la commune de Clermont-Ferrand et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 du code de l'environnement ;

Vu l'avis émis par la société FONDASOL, en tant que tiers-expert, rendu sous la forme de deux rapports référencés respectivement n° PR.GFDT.21.0014 - 001 - 17 janvier 2022 et n° PR.GFDT.21.0014 - 002 - 20 juin 2022 ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande en date du 12 février 2024 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes en date du 29 mars 2024 ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 15 avril 2024 ;

Vu la décision en date du 17 avril 2024 du président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique, d'une durée de 33 jours, du 17 juin au 19 juillet 2024 inclus sur le territoire des communes de Clermont-Ferrand, Aulnat, Lempdes, Pont-du-Château, Cournon-D'Auvergne, Pérignat-Lès-Sarliève et Aubière ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication de cet avis dans deux journaux locaux en date du 31 mai et du 21 juin 2024 ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur en date du 19 août 2024 ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Lempdes, Pérignat-Lès-Sarliève et Clermont-Ferrand et l'absence d'avis émis par les communes d'Aulnat, Pont-du-Château, Cournon-d'Auvergne, Aubière ainsi que par Clermont Auvergne Métropole ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20241868 du 15 novembre 2024 prolongeant le délai d'instruction de la demande d'autorisation environnementale ;

Vu le rapport et les propositions en date du 29 novembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 13 décembre 2024 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu) ;

Vu le projet d'arrêté porté le 17 décembre 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu la réponse du pétitionnaire en date du 8 janvier 2025 validant le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), repris dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (SRADDET), approuvé par arrêté du Préfet de Région le 10 avril 2020, fixe à 100 000 tonnes la capacité annuelle d'enfouissement de déchets pour le département du Puy-de-Dôme à compter du 1er janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu-dit « Les Balusseaux » sur le territoire des communes de Saint-Sauves d'Auvergne et de Saint-Sulpice n'est plus exploitée depuis le 1^{er} janvier 2023 ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, au 1er janvier 2025, seules les installations de stockage de déchets non dangereux de « Puy-Long » à Clermont-Ferrand et du « Poyet » à Ambert seront en exploitation dans le département du Puy-de-Dôme ;

CONSIDÉRANT que l'installation de stockage de déchets non dangereux du « Poyet » à Ambert est autorisée par arrêté préfectoral n° 2021-1462 du 22 juillet 2021 susvisé à recevoir annuellement un maximum de 20 000 tonnes de déchets non dangereux jusqu'au 31 décembre 2026 ;

CONSIDÉRANT que, dans ces conditions, afin de respecter l'objectif fixé par le SRADDET, il y a lieu de limiter la capacité de traitement des déchets de l'installation de stockage de déchets non dangereux de « Puy-Long » à 80 000 tonnes tant que l'installation de stockage de déchets non dangereux du « Poyet » sera autorisée à recevoir 20 000 tonnes de déchets par an ;

CONSIDÉRANT que les tonnages demandés par le VALTOM pour son projet sont cohérents avec les objectifs du SRADDET et avec les besoins identifiés à l'échelle du département et que la durée demandée permet au VALTOM d'avoir la visibilité suffisante vis-à-vis de son investissement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du SRADDET prévoient l'application du principe de proximité en matière de provenance des déchets ;

CONSIDÉRANT que dans son dossier, le VALTOM s'est engagé à ce que l'installation de stockage de déchets non dangereux traite les déchets non dangereux avec l'ordre de priorité suivant :

- Les déchets résiduels de l'unité de valorisation énergétique et biologique VERNEA attenante ;
- Les déchets des professionnels et collectivités du territoire du VALTOM après tri à la source ou en centre de tri professionnel ;
- Les déchets des collectivités du VALTOM dans l'éventualité d'arrêt de VERNEA ou d'autres filières similaires ;
- Des déchets en provenance des départements limitrophes ;
- De façon exceptionnelle des déchets en provenance d'autres départements d'Auvergne-Rhône-Alpes, à des fins de solidarité, en cas de panne ou saturation d'exutoires.

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral complémentaire n°20231802 du 20 octobre 2023 a autorisé l'ISDND à étendre la zone de chalandise de l'ISDND à savoir que l'origine géographique des déchets autorisés sur l'ISDND se limite aux déchets produits dans le département du Puy-de-Dôme et des départements limitrophes situés en région Auvergne-Rhône-Alpes ;

CONSIDÉRANT que la réserve émise par le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes dans son avis favorable du 29 mars 2024 est prise en compte par le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT les efforts fournis par le VALTOM sur l'ensemble des objectifs du volet déchets du SRADDET, soulignés par le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes dans son avis du 29 mars 2024, afin de diminuer les tonnages enfouis sur ses installations du Puy-de-Dôme et ses efforts de réduction et de valorisation matière ;

CONSIDÉRANT que la prolongation de l'ISDND de « Puy-Long » limite l'impact des transports du fait de sa position centrale dans le département et proche de la métropole clermontoise, répondant ainsi au principe de proximité ;

CONSIDÉRANT que le choix de prolonger l'exploitation de l'ISDND de « Puy-Long », en procédant par réhausse sur les casiers existants n'implique pas de nouvelle artificialisation du sol et limite, de fait, les conséquences du projet sur l'environnement au regard de la situation existante ;

CONSIDÉRANT que les nuisances olfactives générées par le site sont limitées par, d'une part, la prise en charge ses déchets fermentescibles par le pôle VERNEA et, d'autre part, par la limitation de la surface des zones exploitées et la mise en place des dispositifs de captage du biogaz à l'avancée ;

CONSIDÉRANT que les enjeux liés aux espèces protégées sont mis en évidence dans le dossier de demande d'autorisation, que la présentation de l'état initial est satisfaisante et que la majorité des espèces protégées sont localisées en dehors la zone de réalisation du projet ;

CONSIDÉRANT qu'en faisant le choix de rehausser les casiers de stockage existants et d'optimiser l'utilisation des équipements déjà présents sur site plutôt que de créer une nouvelle unité de stockage, la

destruction d'espèces est jugée non significative et qu'à ce titre, le pétitionnaire applique correctement la séquence « éviter-réduire-compenser » ;

CONSIDÉRANT que sous réserve que les mesures de réduction et d'accompagnement prévues soient mises en œuvre, les impacts sur les espèces protégées et leurs habitats seront non significatives et qu'en conséquence, un volet « dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées » n'apparaît pas nécessaire ;

CONSIDÉRANT que la remise en état proposée dans le dossier intègre une végétalisation de la couverture permettant au site de s'inscrire en cohérence avec les formes montagneuses locales ;

CONSIDÉRANT qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à réaliser une tierce expertise portant sur l'étude de stabilité du projet d'extension réalisée par la société GEOCONCEPT (référence 17122 – révision 4 du 25 mars 2021) ;

CONSIDÉRANT l'avis du tiers expert concluant que :

- L'analyse de l'étude GEOCONCEPT et les contre-calculs réalisés permettent de vérifier une stabilité acceptable de l'extension de l'ISDND à long terme, et en conformité avec les règles de vérification dans la configuration géométrique du projet tel qu'il est envisagé, en mettant en place des géomembranes de type rugueux ;
- Les tassements estimés conduisent à des allongements potentiels des géomembranes variables, qui peuvent localement avoisiner les 10% au bout de 30 ans après la fin de l'exploitation et qu'il convient donc d'adapter les dispositions envisagées en :
 - mettant en œuvre des géomembranes suffisamment déformables et une géogrille de renforcement répondant au risque d'affaissement calculé ;
 - suivant les amplitudes de déformations des pentes de talus pour comparer la réalité avec les évaluations ;
 - prévoyant, au niveau des surélévations de casier entre chaque phase, des dispositions pour éviter l'apparition de toute contre-pente, en fond de casier ;
 - vérifiant que les dispositifs de collecte des lixiviats des massifs anciens et des dispositifs d'étanchéité et de drainage des lixiviats des casiers en réhausse, sont en mesure d'encaisser les tassements calculés.
- Les casiers de l'ISDND en surélévation devront être instrumentés en respectant les conclusions de la tierce-expertise ;
- La stabilité générale n'est pas modifiée par le choix du type d'interface définitif au droit du casier 1, au moment de la réhausse de ce casier.

CONSIDÉRANT qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à détailler l'installation de traitement des lixiviats et ses impacts notamment au niveau du rejet des lixiviats traités dans l'Artière ;

CONSIDÉRANT que le dossier du pétitionnaire contient le document intitulé « Meilleures techniques disponibles » qui permet de justifier la compatibilité du projet avec l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la démarche « éviter-réduire-compenser », menée dans l'étude d'impact aborde tous les thèmes nécessaires, laquelle a traité notamment de la recherche d'un site alternatif, solution qui aurait eu des conséquences plus importantes en termes d'impacts environnementaux ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les observations particulières suivantes, formulées durant l'enquête publique et reprises dans les conclusions du commissaire enquêteur, ont été prises en compte :

- sur les effets de l'extension en réhausse de l'installation de stockage de déchets non dangereux jusqu'à la cote de 440 mNGF sur la dispersion des fumées et la hauteur de la cheminée de l'unité de valorisation énergétique du pôle VERNEA ;
- sur la présence possible de nappes d'eau non identifiées et les effets sur l'irrigation ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que des servitudes d'utilité publique ont été instituées par arrêté préfectoral n°08-02234 du 25 juin 2008 en application des articles L. 515-12 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

ARRÊTE

1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

Le syndicat pour la valorisation et le traitement des déchets ménagers et assimilés, désigné sous le nom de VALTOM, (SIRET 256 302 670 00037), dont le siège social est situé à 1, chemin des domaines de Beaulieu 63000 Clermont-Ferrand, est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Clermont-Ferrand, au lieu-dit « Puy Long » (coordonnées Lambert 93 X= 712 983 et Y= 6 518 585), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 - Entrée en vigueur et modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2026. Elles abrogent et remplacent, à compter de cette date, celles de l'arrêté préfectoral n° 13/02155 du 31 octobre 2013, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-1802 du 20 octobre 2023.

1.1.3 - Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	N°de parcelle	Superficie
Clermont-Ferrand	CX	83, 87, 88, 118, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 143, 144, 147, 148, 151, 159, 160, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 216 (pp), 220 (pp), 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229 (pp), 230 (pp), 232 (pp), 308 (pp), 332 (pp), 355 (pp), 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 394, 395, 398, 399, 400, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414 et 415	486 409 m²
	CY	49, 50, 51, 101, 102 et 127	22 406 m²
	CZ	10, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 34, 36 et 42	90 509 m²

La surface totale du site de l'Installation de stockage de déchets non dangereux est de 599 324 m². La prolongation d'exploitation du site se situe sur l'emprise de la zone actuellement en exploitation et autorisée par l'arrêté préfectoral n° 13/02155 du 31 octobre 2013 susvisé.

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 384 000m².

Les références cadastrales et les surfaces des parcelles constituant la bande d'isolement sont listées dans l'arrêté préfectoral n°08/02234 du 25 juin 2008 instituant des servitudes d'utilité publique dans la bande des 200 mètres autour de la zone d'exploitation étendue du centre de stockage de déchets de Puy-Long situé à Clermont-Ferrand.

1.1.4 - Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

1.1.5 - Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 9 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 - Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation (bâtiment / atelier / procédés...)	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
3540-1	A	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Stockage de déchets non dangereux : Casier de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante :	Déchets non dangereux : Capacité journalière : 500 tonnes/jour Capacité annuelle : 80 000 tonnes (*) Capacité totale : 2 238 800 tonnes Déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante : Volume utile maximal : 83 000 m³ Capacité annuelle : 21 000 tonnes Capacité journalière : 69 tonnes/j
2760-2-b	A	Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a		(*) Sur demande du VALTOM, l'ISDND de Puy Long pourra être autorisée à recevoir jusqu'à 10 000 tonnes supplémentaires, soit un total de 90 000 tonnes, sous réserve du respect des capacités maximales départementales d'enfouissement fixées par le SRADDET approuvé par l'arrêté préfectoral du 10 avril 2020 susvisé (100 000 tonnes pour le département du Puy-de-Dôme). La demande devra faire l'objet d'un accord préalable écrit du Préfet et les déchets devront respecter les conditions fixées au présent arrêté.
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971 La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;	Installation de traitement de lixiviats provenant d'autres ISDND	30 000 m³ maximum de lixiviats externes, soit l'équivalent de 115 tonnes/j

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation (bâtiment / atelier / procédés...)	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ ;	Papiers/cartons, plastiques	Volume susceptible d'être présent dans l'installation > à 1000 m³
2716-1	E	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ ;	Transit de déchets verts (DV)	DV : volume susceptible d'être présent dans l'installation < à 1500 m³
2715	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m³.	Verre	Volume susceptible d'être présent dans l'installation > à 250 m³
2718-2	DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Autres cas	Transit regroupement de gravats amiantés	Quantité d'amiante < à 1 tonne
2794-2	D	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux. La quantité de déchets traités étant : 2. Supérieure ou égale à 5 t/j mais inférieure à 30 t/j.	Broyage de déchets verts	La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 5 t/j mais < à 30 t/j

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3540 relative aux installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF **Traitement de déchets (WT)**.

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
1.1.1.0	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	7 ouvrages (puits et piézomètres)	

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
2.1.5.0	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	Surface du bassin naturel intercepté	S > 20 ha
2.2.3.0	D	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets réglementés au titre des autres rubriques de la présente nomenclature ou de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9.	Installation de traitement des lixiviats avec rejet dans l'Artière, pour les lixiviats produits sur site et issus d'autres installations du VALTOM	flux total de pollution étant supérieur ou égal au niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent.
3.1.2.0	D	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :	Point de rejet à l'Artière pour le rejet des eaux traitées sur l'unité de traitement des lixiviats avec modification du profil en travers de la berge sur un linéaire d'environ 1m.	Modifications intervenant sur une longueur de cours d'eau < à 100 m

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans, procédures et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

1.4 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 - Cessation d'activité et remise en état

L'arrêté ministériel du 09 février 2022 est applicable à l'installation sous réserve des évolutions réglementaires qui pourraient survenir à la date de cessation de l'installation. Outre l'arrêté ministériel du 15/02/2016 auquel l'installation est soumise, l'exploitant appliquera la réglementation en vigueur à son installation à la date de cessation de son activité.

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage de renaturation, impliquant une désartificialisation partielle et des opérations d'amélioration de la fonctionnalité des sols, à des fins de développement d'habitats pour les écosystèmes, respectant les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sus-cité.

La remise en état du site dans son état définitif est réalisée conformément au plan joint en annexe 1.

Elle comprend les opérations suivantes :

- Démantèlement des installations de traitement / valorisation des lixiviats et du biogaz (tri et évacuation de matériaux vers des filières autorisées),
- Suppression des réseaux de biogaz aériens,
- Maintien du bassin de lixiviats (reconversion en bassin pour batraciens / petite faune),
- Démontage des clôtures et portails à l'exception de ceux défendant les bassins,
- Réalisation des plantations d'accompagnement et de mesures favorables à la biodiversité (pierriers, haies et bosquets de nidification, échelles anti-noyade pour la petite faune),
- Maintien du parcours pédagogique.

1.4.2 - Durée de l'autorisation

En application des articles L.181-21, L.181-28 et L.515-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter de l'ISDND est accordée jusqu'au 31 décembre 2050 (fin d'apport de déchets).

Afin de tenir compte des premiers tassements, la couverture définitive puis la remise en état finale de l'installation interviendra avant le 31 décembre 2052.

La période de post-exploitation est d'une durée minimale de 20 ans, commençant à la date de notification à l'inspection des installations classées par l'exploitant de l'achèvement de la couverture finale du dernier casier exploité et s'achevant dès lors que les données de suivi des lixiviats et du biogaz ne montrent pas d'évolution des paramètres contrôlés tant du point de vue de l'air que des eaux souterraines et de la qualité des lixiviats qui nécessiterait des dispositifs actifs de gestion des effluents.

La période de suivi long terme comprend la période de post-exploitation et la période de surveillance des milieux prévue à l'article 2.13 ci-après, sa durée ne pouvant être inférieure 25 ans.

1.5 - Garanties financières

1.5.1 - Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières portant sur l'installation de stockage de déchets visée à l'article 1.2 figure dans le tableau suivant. Ce montant est déterminé pour la période d'exploitation et la période de suivi.

	Années	Montants de la garantie HT en € (*)
Phase exploitation	Jusqu'au 31 décembre 2050	$Ma = 2\,071\,462\,€$
Phases de post-exploitation et de surveillance des milieux	Du 1 ^{er} janvier 2051 au 31 décembre 2055	$Mb = 0,75 * Ma$
	Du 1 ^{er} janvier 2056 à au 31 décembre 2065	$Mc = 0,75 * Mb$
	Du 1 ^{er} janvier 2066 à 31 décembre 2080	$Mx = (0,75^2 \times 0,99^x) * Ma$ <i>Soit - 1 % par an avec pour chaque année de la période, $x = 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14$ ou 15</i>

La méthode de calcul retenue est la méthode forfaitaire globalisée prévue par la circulaire DPPR/SDPD n°96-858 du 28 mai 1996 et la circulaire DPPR/SDPD/BGTD/SD n°0532 du 23 avril 1999.

1.5.2 - Établissement des garanties financières

Avant le 1^{er} janvier 2026, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant leur date d'échéance, conformément à l'article R. 516-2 V du Code de l'environnement.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières.

1.5.3 - Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article R.181-46 du code de l'Environnement.

1.5.4 - Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement de certaines des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

1.5.5 - Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, et après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, le Préfet peut faire appel aux garanties financières quand une des obligations de mise en sécurité, de remise en état, de surveillance ou d'intervention telles que prévues à l'article R. 516-2-IV du Code de l'environnement ou dans l'arrêté d'autorisation, n'est pas réalisée.

1.5.6 - Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée, après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 181-45, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

1.5.7 - Obligation d'information

L'exploitant doit informer le préfet de :

- tout changement de garant ;
- tout changement de formes de garanties financières ;
- toute modification des modalités de constitution des garanties financières telles que définies à l'article R. 516-1 du Code de l'environnement ;
- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières ;
- toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

1.5.8 - Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant des installations visées par le présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale. Pour cela, le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

1.6 - Implantation

1.6.1 - Isolement

La zone à exploiter doit être implantée et aménagée de telle sorte que :

- son exploitation soit compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes,
- elle ne génère pas de nuisances qui ne pourraient faire l'objet de mesures compensatoires suffisantes et qui mettraient en cause la préservation de l'environnement et la salubrité publique.

Les casiers de stockage de déchets sont implantés à plus de 200 mètres des tiers pour chacune des parcelles concernées selon les attestations de propriété, contrats et conventions ou servitudes couvrant la totalité de la durée de l'exploitation et de la période de suivi du site.

Une bande d'isolement de 50 mètres est instaurée autour de l'ensemble des équipements de gestion du biogaz et des lixiviats. Cette bande peut être incluse dans la bande de 200 mètres instituée autour des casiers.

Les références cadastrales et les surfaces des parcelles constituant la bande d'isolement de l'installation de stockage de déchets visée à l'article 1.2 figurent dans l'arrêté préfectoral n°08/02234 du 25 juin 2008, visé en référence, instituant des servitudes d'utilité publique dans la bande des 200 mètres autour de la zone d'exploitation étendue du centre de stockage de déchets de Puy-Long situé à Clermont-Ferrand.

1.6.2 - Accessibilité

L'accès à l'installation de stockage est limité et contrôlé.

L'installation de stockage est clôturée par un système en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres. La clôture est positionnée à une distance d'au moins 10 mètres de la zone à exploiter.

Les accès au site sont équipés de systèmes qui sont fermés à clef en dehors des heures de travail. La clôture protège l'installation des agressions externes, empêche l'intrusion de personnes et limite celle de la faune.

Toutes les issues ouvertes doivent être surveillées et gardées pendant les heures d'exploitation : soit au maximum du lundi au vendredi, de 7h00 à 18h00. Elles sont fermées à clef en dehors de ces heures.

1.7 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté ministériel du 15 février 2016 visé en référence ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.8 - Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

L'exploitant établit des procédures d'exploitation pour l'ensemble des installations du site, comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sus-visé et du présent arrêté.

L'exploitation de chaque installation du site se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

1.9 - Lutte contre la prolifération d'espèces nuisibles

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rongeurs, des insectes et des oiseaux, dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces.

Afin d'éviter l'atteinte à la faune protégée, le piégeage est à privilégier ou, à défaut, l'emploi de poison sélectif non dangereux pour l'environnement. L'emploi de *bromadiolone* est notamment interdit.

2 - EXPLOITATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX

2.1 - Conception des installations

La superficie du site est de 60 hectares, comprenant :

- une ISDND composée de 5 zones et de ses installations connexes (bâtiments de contrôle et d'entreposage de matériel, pont bascule, bassins de gestion des eaux, installation de traitement de lixiviats, unité d'épuration du biogaz) :
 - les zones 1-2 : exploitées de 1956 à 1997, en décharge brute jusqu'en 1995 puis avec des prescriptions de CET ;
 - la zone 3 : exploitée de 1998 à 2004 ;
 - la zone 4 : exploitée de 2004 à 2009 ;
 - la zone 5 : en cours d'exploitation depuis 2009 : la zone de stockage des déchets n°5 s'étend sur une superficie d'environ 8,6 ha composée comme suit :

Casiers	Superficie à la base	Superficie de la couverture	Cote maximale de réaménagement autorisée
1	42 000 m ² à 369 mNGF	35 000 m ²	440 mNGF (soit environ 71 m de déchets)
2	22 500 m ² à 355 mNGF	35 000 m ²	440 mNGF (soit environ 85 m de déchets)
3	14 330 m ² à 356 mNGF	35 000 m ²	440 mNGF (soit environ 84 m de déchets)

(Aucun casier n'est exploité en mode bioréacteur)

- une plate-forme de transit de déchets ;
- un casier de stockage d'amiante lié d'une superficie de 3 280 m² en fond de casier et de 6 210 m² au niveau de la risberme situé à la cote de 410 mNGF.

2.2 - Phasage d'exploitation de l'ISDND

La prolongation d'exploitation du site se situe sur l'emprise de la zone actuellement en exploitation et autorisée par l'arrêté préfectoral n° 13/02155 du 31 octobre 2013 susvisé, à savoir les casiers 1, 2 et 3 de la zone 5. Celle-ci se décline en différentes phases d'exploitation :

N° de Phase	Casier exploité et cote d'exploitation	Durée d'exploitation	Volume utile de stockage
1	Casier 3 jusqu'à la cote 425 m NGF	10 ans	852 400 m ³
2	Casier 2 jusqu'à la cote 425 m NGF	6 ans	501 200 m ³
3	Casier 1 jusqu'à la cote 425 m NGF	4 ans	379 200 m ³
4	Casier 1 jusqu'à la cote 440 m NGF (cote finale)	3 ans	241 000 m ³
5	Casier 2 jusqu'à la cote 440 m NGF (cote finale)	2 ans	165 900 m ³
6	Casier 3 jusqu'à la cote 440 m NGF (cote finale)	1 an	99 100 m ³
TOTAL		25 ans	2 238 800 m ³

Concernant les pentes de fond de casier et réseaux de drainage, il y a lieu de prévoir au niveau des surélévations de casier **entre chaque phase**, des dispositions pour éviter l'apparition de toute contre-pente, avec des pentes supérieures à 10%.

Il ne peut être exploité qu'une seule phase à la fois.

2.3 - Conception des casiers

2.3.1 - Géométrie des casiers de la zone 5

L'extension de la zone 5 est caractérisée par les typologies suivantes (au sens du guide BRGM de recommandations pour la conception des extensions d'ISDND en appui sur des casiers anciens - ref. BRGM/RP-69455-FR) :

- le casier 3 constitue une extension latérale, en appui vertical et latéral à l'Est sur le terrain naturel, et sur les déchets anciens du casier 2 ;
- le casier 2 constitue une extension mixte : verticale en appui sur les déchets anciens du casier 2 et latérale sur les déchets anciens du casier 1, de la zone 4 et, en partie, sur le terrain naturel ;
- le casier 1 constitue une extension mixte : verticale sur le casier 1 et latérale sur les anciennes zones de stockage 3, 1 et 2.

Le fond de chaque casier est nivelé de manière à permettre un drainage et une collecte efficace des lixiviats :

- casier 1, pentes inclinées transversalement et longitudinalement de 9 % ;
- casier 2, pentes inclinées transversalement de 2 % et longitudinalement de 7,5 % ;
- le casier 3, pentes inclinées transversalement de 2 % et longitudinalement de 7,5 % ;

Les pentes et les hauteurs de la digue frontale et des rehausses ne dépasseront pas les valeurs suivantes :

- Pour la digue frontale :
 - pente externe comprise de 2H/1V à 3H/1V (3 mètres en horizontal pour un mètre en vertical) selon la topographie du terrain naturel
 - pente interne 1H/1V
 - hauteur 6 m
 - largeur en tête de 5 mètres
- Pour les rehausses supérieures
 - pente externe de 2H/1V,
 - pente interne de 1/1,
 - hauteur de 4 mètres,
 - largeur en tête de 5 mètres.
- Risbermes (toutes les 5 digues pour pouvoir encrer l'étanchéité et éviter l'allongement des membranes) :
 - 3 mètres de large.

2.3.2 - Étanchéité des casiers

Les casiers doivent répondre aux dispositions suivantes :

2.3.2.1 - Sécurité passive

Comme le prévoit l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, la barrière géologique ne répondant pas naturellement aux conditions imposées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente.

L'équivalence de la barrière de sécurité passive est justifiée dans la note d'équivalence de la barrière passive réalisée par INSA Valor et référencée 2131/52 6 p3 – version 1 du 1^{er} septembre 2006, annexée à la demande d'autorisation susvisée.

2.3.2.2 - Géogrille de renforcement

Conformément aux recommandations formulées par le tiers-expert dans ses rapports susvisés, une géogrille de renforcement, ou tout dispositif équivalent, est mis en œuvre. Son dimensionnement est calculé pour un risque d'affaissement circulaire de 1m de diamètre pour 3m de haut.

2.3.2.3 - Sécurité active

Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé "barrière de sécurité active".

Le dispositif est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Conformément aux conclusions du tiers-expert, afin d'éviter tout glissement le long des géomembranes, les géomembranes à l'interface déchets/géomembrane et sol/géomembrane, sont de type rugueux (géomembranes PEHD à picots sur les deux faces par exemple) ;

Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.

Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.

Conformément aux recommandations formulées par le tiers-expert dans ses rapports susvisés, les géomembranes sont mises en œuvre afin de limiter leur valeur d'élongation maximale à long terme à 3 % de l'état limite ultime (ELU), ou en optant, le cas échéant, pour un autre produit plus déformable ou un principe constructif garantissant le respect de l'ELU.

S'agissant du casier 1 dont le fond est équipé de barrières de sécurité réglementaires, l'indépendance hydraulique entre l'ancienne alvéole sous-jacente et le casier en réhausse a été démontrée dans le document référencé n°PR.DTHY.23.0142.001 – IndA – 30/11/2023, annexé à la demande d'autorisation susvisée.

2.3.3 - Drainage des casiers

En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10^{-4} m/s.

Les drains sont rectilignes, d'un diamètre suffisant pour éviter le colmatage et permettre le contrôle de leur état général et leur débouchage éventuel.

Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Le dispositif de drainage des lixiviats installé en 2021 au toit de l'alvéole sous-jacente du casier 1 doit être renforcé pour être constitué d'une couche de matériaux drainant type 40/80 sur 0,5 m d'épaisseur minimale à la perméabilité supérieure ou égale à 1.10^{-4} m/s avec drains collecteurs. **Le renforcement doit intervenir avant la phase d'exploitation n°3 définie à l'article 2.2.**

Le dispositif mentionné aux précédents alinéas peut être adapté par le préfet si l'exploitant en fait la demande et démontre l'équivalence du dispositif alternatif souhaité en termes d'évacuation des lixiviats. Toutefois, l'épaisseur de la couche de drainage ne peut être inférieure à 30 centimètres.

Des dispositions doivent être prises, le cas échéant, pour éviter une alimentation latérale ou par la base des casiers par une nappe ou des écoulements de sub-surface.

Un drainage sous la géomembrane est réalisé, si nécessaire, afin d'évacuer les eaux naturellement présentes dans le sous-sol. Les eaux drainées, non susceptibles d'être entrées en contact avec les déchets, sont évacuées vers les bassins de stockage des eaux de ruissellement.

2.3.4 - Géotextile antipoinçonnant

Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.

Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

2.3.5 - Stabilité des casiers

La hauteur des déchets dans un casier doit être déterminée de façon à ne pas dépasser la limite de stabilité des digues et à ne pas altérer l'efficacité du système drainant défini à l'article 2.3.3.

2.3.6 - Suivi des tassements

Conformément aux recommandations formulées par le tiers-expert, un suivi des amplitudes de déformations des pentes des talus est mis en place.

Les 3 casiers de la zone 5 de l'ISDND doivent être instrumentés en respectant les principes suivants :

- Déformation générale : un relevé de bornes plots topographiques est mis en place selon les modalités suivantes :
 - Il comprend un point par unité de surface de 5 000 m². Des profils de mesure topographique sur les talus sont, avec au minimum 4 points de mesure par profil : un plot de mesure en pied de talus (pour vérifier l'absence de mouvement général), un plot sur le tiers inférieur, un plot sur le tiers supérieur, et un plot au sommet ;
 - Il permet de contrôler la position x y et z de chaque point, avec une précision de +/- 2 cm ;
 - les relevés se font à une cadence trimestrielle en phase exploitation et annuelle en phase post-exploitation. La périodicité pourra être revue, à la demande de l'exploitant et après accord de l'inspection, en fonction de l'évolution des résultats.
- Déformation interface casier d'appui/ nouveau casier :
 - mise en œuvre de profilomètres à torpille au niveau de l'interface (en cas d'impossibilité d'implanter des profilomètres, recours possible à des tassomètres ponctuels ou pose d'inclinomètres horizontaux) :
 - au minimum deux profils par unité de surface de 5 000 m² pour le premier casier, puis possibilité d'adapter le nombre de profils sur les casiers suivants selon les déformations observées ;
 - Cadence de mesure :
 - en phase travaux puis remplissage :
 - Une mesure initiale de calage (mesure zéro) à la mise en place du dispositif,
 - Une mesure à l'issue de la mise en place du massif drainant,
 - Une mesure à minima tous les ans,
 - Une mesure à la fin du remplissage
 - Après remplissage :
 - Une mesure annuelle (concomitante au suivi topographique) pendant 5 ans,
 - Leur prolongation à une cadence similaire si les mesures révèlent des anomalies par rapport aux estimations initiales.

L'ensemble de ces mesures fait l'objet d'un rapport annuel de synthèse comprenant l'ensemble des mesures réalisées, une présentation de l'évolution des déformations, et une analyse qui comparera les valeurs mesurées à l'évaluation des déformations, pour chaque série de mesure. **L'exploitant transmet ce rapport (année n) à l'inspection des installations classées avant le 31 mars (année n+1) en indiquant ses conclusions quant aux suites à donner en fonction des observations relevées.**

L'exploitant s'est assuré, via la tierce expertise susvisée, que les dispositifs de collecte des lixiviats des massifs anciens (casier 1) et des dispositifs d'étanchéité et de drainage des lixiviats des casiers en réhausse, sont en mesure d'encaisser les tassements absolus et différentiels ainsi calculés.

2.3.7 - Conception et aménagement du casier dédié aux matériaux de construction contenant de l'amiante

Le fond de l'alvéole est composé de bas en haut :

- d'une couche d'argile compactée d'1 m d'épaisseur avec une perméabilité de 1.10^{-7} m/s ;
- d'une couche de matériaux drainants de 0,30 m.

Les flancs de l'alvéole présentent une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s sur au moins 0,50 m d'épaisseur.

La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant.

La zone réservée au stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante est hydrauliquement indépendante des autres alvéoles de stockage de déchets du site.

Les eaux de percolation recueillies par le réseau de drainage du casier ainsi que les eaux de ruissellement recueillies par la couverture finale seront récupérées gravitairement par un dispositif de drainage des eaux situé en fond de casier et comprenant une couche de grave 20-40mm de 0,3 m d'épaisseur dans laquelle

sont positionnés trois drains DN90. Ces drains sont connectés à un regard. La canalisation de sortie du regard est en DN200 jusqu'à un regard de contrôle de la qualité des eaux captées.

En cas de non-conformité, les eaux sont basculées par un by pass vers la canalisation PeHD DN 90 qui se déverse par un ouvrage dans le fond du casier 3 de la zone 5.

Le périmètre de stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante est délimité et l'emplacement des casiers défini par des plots. L'indication de la présence d'amiante est visible depuis l'accès au casier.

2.4 - Relevés topographiques annuels

Une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques et évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.15 du présent arrêté.

2.5 - Conditions d'exploitation des casiers

Afin de limiter les entrées d'eaux pluviales au sein du massif de déchets et les éventuelles émissions gazeuses, la superficie de la zone en cours d'exploitation est inférieure ou égale à 4 000 m².

Les déchets sont disposés de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et en particulier à éviter les glissements. Les déchets reçus sont mis directement dans les casiers de stockage, par couches successives d'épaisseur modérée, strictement inférieure à 1 mètre. Le compactage des déchets est alors effectué à l'aide d'engins lourds de type pied de mouton. Le compactage devra être suffisant pour ne pas comporter de vides importants ou nombreux pouvant provoquer des tassements différentiels.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la protection de la géomembrane lors de la mise en place du premier niveau de déchets.

Le mode de stockage permet de limiter les envols de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. Les déchets sont mis en place derrière les merlons périphériques montés au fur et à mesure de l'avancement des apports de déchets. Des écrans mobiles d'une hauteur minimale de 3 mètres ou tout autre moyen équivalent sont placés, si nécessaire, autour de la zone en exploitation pour lutter contre les envols de déchets. L'exploitant procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation.

L'épaisseur totale des déchets mis en place tient compte de la nécessité ultérieure de remettre le site en état et d'obtenir un profil topographique prévenant les risques d'éboulement, de ravinement et d'érosion et permettant de diriger les eaux de ruissellement superficielles vers l'extérieur de la zone d'exploitation.

L'exploitant procède au recouvrement hebdomadaire des déchets. Ce recouvrement est réalisé à l'aide de matériaux minéraux ou de déchets peu évolutifs à caractère minéral, dont la provenance et les caractéristiques sont tracées par l'exploitant.

L'exploitant dispose à cet effet d'une réserve de matériau de recouvrement disponible sur le site correspondant au moins aux besoins de 15 jours d'exploitation avec un minimum de 100 m³.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le bilan matière des matériaux de recouvrement.

Afin d'empêcher tout envol de déchets ou de limiter les odeurs, les déchets biodégradables stockés dans un casier sont recouverts par des matériaux ou des déchets non dangereux ou inertes ne présentant pas de risque d'envol et d'odeurs. Le compost non conforme aux normes en vigueur, les mâchefers ou les déchets de sédiments non dangereux peuvent être notamment utilisés.

Toute humidification des déchets est interdite.

L'aspersion par des lixiviats est interdite.

Les activités de tri, chiffonnage et récupération des déchets sont interdites sur la zone en cours d'exploitation. Elles ne peuvent être pratiquées sur le site que sur une aire spécialement aménagée et disposant de prescriptions techniques appropriées.

Des bennes sont présentes sur la zone d'exploitation, ou à proximité, afin de pouvoir stocker les déchets non-conformes.

Pour l'exploitation du casier dédié aux déchets d'amiante liée, l'exploitation devra être conforme au décret modifié n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et à la circulaire du 9 janvier 1997 du ministère de l'environnement relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment. Les modalités d'application des textes ayant trait à la protection des travailleurs (information et formation des travailleurs, suivi médical du personnel exposé, port d'équipements de protection) seront définies en accord avec l'inspection du travail.

2.6 - Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats

2.6.1 - Collecte et traitement des lixiviats

L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Les lixiviats sont collectés en fond de casier par un réseau de drains, reliés en point bas de chaque casier à des puits de contrôle et, de l'autre côté de la digue de fermeture du casier, à un puits d'évacuation par une conduite PEHD double enveloppe d'un diamètre interne minimum de 160 mm qui permet une évacuation gravitaire vers un bassin de stockage avant traitement.

Pour chacun des trois casiers de la zone 5, le collecteur alimentant le bassin de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 2.3.2.3, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur du casier est pris en compte ; l'exploitant met en place et maintient aussi longtemps que nécessaire les barrières assurant le confinement efficace des lixiviats déversés en cas de rupture.

Le volume de lixiviats produit est relevé mensuellement.

2.6.2 - Bassins de stockage des lixiviats (produits sur site)

Les lixiviats sont collectés dans un bassin de stockage de lixiviats étanche et résistant aux substances contenues dans les lixiviats d'un volume de 6 831 m³ minimum¹, situé au Nord-Ouest du site.

Le dispositif d'étanchéité de tout nouveau bassin est constitué, du haut vers le bas d'une géomembrane et d'une barrière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à 1.10⁻⁹ m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent.

Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve.

La zone du bassin de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre. L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :

- une bouée ;
- une échelle par bassin ;
- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.

Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement.

¹ Ce volume permet le stockage des lixiviats produits sur site (6 831 m³) et lixiviats provenant d'autres ISDND (200 m³)

Sa vidange s'effectue par refoulement vers la station de traitement des lixiviats du site ou vers la station d'épuration des 3 rivières selon les modalités fixées à l'article 2.6.3. Le fond du bassin doit être curé régulièrement, à chaque fois que nécessaire et au minimum tous les 5 ans.

Pour chaque nouveau bassin de stockage des lixiviats, l'exploitant fait procéder au contrôle du parfait achèvement des travaux d'aménagement.

Le contrôle précité est réalisé par un ou des organismes tiers, indépendants de l'exploitant. Le rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires de l'exploitant avant la mise en service du bassin.

2.6.3 - Traitement des lixiviats (produits sur site ou provenant d'autres ISDND)

Le traitement des lixiviats est réalisé dans le périmètre de l'ISDND. Il consiste en :

- un prétraitement des lixiviats par décantation, ultrafiltration et d'un filtre à sable ;
- un traitement par nanofiltration et passage sur charbon actif ;
- ou filières équivalentes.

L'installation de traitement est conçue pour satisfaire les critères minimaux définis à l'article 4.3 du présent arrêté. Elle est notamment dimensionnée pour traiter 40 000 m³/an de lixiviats, pour un débit horaire maximum de 8 m³/h.

En cas d'indisponibilité de cette installation, le traitement est assuré dans une installation implantée dans une autre ISDND disposant des autorisations nécessaires.

Uniquement en cas de défaillances ponctuelles des traitements prévus à l'alinéa précédent, le traitement pourra être assuré par la station d'épuration des 3 rivières. Dans ces circonstances, l'exploitant s'assure, avant tout envoi des lixiviats, de la conformité de la qualité des lixiviats avec le cahier des charges de la station d'épuration.

Les lixiviats collectés sur le site sont traités avant d'être rejetés dans le milieu naturel. Seuls les lixiviats respectant les critères à l'article 4.3 du présent arrêté sont rejetés dans le milieu naturel.

Les boues issues du traitement des lixiviats sont admissibles dans les casiers de l'installation uniquement dans le cas où elles sont non dangereuses.

L'installation de traitement doit intégrer une solution de réduction des rejets en substances per- et polyfluoroalkylées, techniquement viable et économiquement acceptable visant une réduction maximale de ces rejets.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des lixiviats sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

2.6.4 - Maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement

L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.15 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :

- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent (puits de collecte extérieurs) ;
- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;
- les quantités d'effluents rejetés.

Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.6.5 - Données météorologiques

Les données météorologiques sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Elles comportent la pluviométrie, la température, l'ensoleillement, l'évaporation, l'humidité relative de l'air et la direction et force des vents. Ces données météorologiques, à défaut d'instrumentation sur site, sont recherchées auprès de la station météorologique locale la plus représentative du site.

2.7 - Exigences relatives à la collecte et au traitement du biogaz

2.7.1 - Collecte du biogaz

L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets. Il est conçu et dimensionné pour capter de façon optimale le biogaz et le transporter vers les installations de traitement et valorisation.

Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci.

La captation du biogaz se fait à l'avancement durant la phase d'exploitation par le biais de tranchées drainantes horizontales puis le dégazage définitif par puits verticaux.

Le dispositif de collecte et gestion du biogaz assure la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier. Ce dispositif est conçu et mis en place selon les modalités présentées dans le dossier de demande d'autorisation susvisé.

Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté.

La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois, ce qui comprend a minima les mesures des teneurs en CH₄, CO₂, CO, O₂, H₂S et H₂. L'exploitant effectuera également annuellement des mesures sur la concentration en métaux toxiques et en composés halogénés dans le biogaz en entrée des installations de traitement. Il détermine les flux annuels moyens produits pour ces gaz et les transcrit avec leur concentration dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.15.

Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.

2.7.2 - Contrôle du réseau de collecte et gestion des fuites

L'exploitant réalise, au minimum chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.

Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression des puits de collecte de biogaz.

Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.15 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.15 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

2.7.3 - Traitement et valorisation du biogaz

Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.

Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé.

A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.

Les équipements d'élimination du biogaz (torchères et oxydateur thermique de l'unité d'épuration du biogaz) sont conçus de manière à respecter les critères fixés à l'article 3.2.1. Ils sont également conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900°C pendant au moins 0,3 seconde.

L'établissement dispose en permanence d'une torchère de secours destinée à la destruction du biogaz par incinération en cas d'arrêt des installations de valorisation du biogaz.

2.7.4 - Contrôle et maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz

L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est d'un mois.

Pour les équipements de valorisation et de destruction du biogaz, le temps de fonctionnement et le débit de biogaz traité est suivi mensuellement (mesures simultanément avec la température, la pression et la teneur en O₂).

Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.15 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Lorsque le biogaz est réinjecté dans le réseau de distribution de gaz, le biogaz est épuré selon les normes en vigueur. Les effluents gazeux issus de l'épuration, s'ils contiennent plus de 5 % de méthane, subissent une oxydation préalablement à leur rejet dans l'atmosphère.

2.8 - Description des déchets entrants

2.8.1 - Déchets admissibles

Les déchets autorisés dans l'installation de stockage de déchets non dangereux sont les déchets non dangereux ultimes provenant des ménages ou des entreprises.

- les ordures ménagères résiduelles, déchets de marché, déchets de nettoyage des rues, admissibles uniquement en cas d'arrêt technique du pôle VERNEA ;
- les ordures ménagères résiduelles, déchets de marché, déchets de nettoyage des rues ayant subi préalablement une stabilisation effectuée sur le pôle VERNEA ;
- les déchets non-dangereux non valorisables issus du pôle VERNEA ;
- les déchets issus de déchetteries qui n'auront pas pu être séparés en vue de leur valorisation et les refus de centres de tri ;
- les boues et autres déchets de station d'épuration des eaux, d'assainissement, de dragage, curage et d'usine de production d'eau potable non valorisables ;
- les déblais, terres et gravats, et autres déchets inertes non valorisables ;
- les déchets de construction ou démolition non dangereux et non valorisables ;
- les déchets verts non valorisables ;

- les déchets d'origine agricole ne présentant pas de danger pour la santé humaine et l'environnement ;
- les mâchefers non dangereux résultant de l'incinération des ordures ménagères, dans la mesure où leur valorisation n'est pas possible ;
- les déchets d'activité économique non dangereux non susceptibles d'être traités (notamment par extraction de leur part valorisable ou par réduction de leur caractère polluant ou dangereux) dans les conditions techniques et économiques du moment. Notamment, ces déchets auront dû être triés à la source chez le producteur ou groupement de producteur, ou être issus d'un centre de tri autorisé à les recevoir ou d'une déchetterie autorisée dédiée à ces déchets ;
- les autres déchets industriels non dangereux et non valorisables (résidus de broyage automobile, sables de fonderie, ...) ;
- les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante (déchets générés par une activité de construction, rénovation ou déconstruction d'un bâtiment ou par une activité de construction, rénovation ou déconstruction de travaux de génie civil, tels que les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité, les déchets de terres naturellement amiantifères et les déchets d'agréats d'enrobés bitumineux amiantés) stockés dans un casier dédié.

Les lixiviats provenant d'autres ISDND sont acceptés sur site afin d'être traités dans l'installation de traitement dédiée aux lixiviats selon les modalités définies aux articles 2.9 et 9.1.

2.8.2 - Déchets interdits

Les déchets suivants ne sont pas autorisés à être stockés dans l'installation de stockage de déchets non dangereux :

- les déchets ménagers et assimilés n'ayant pas fait l'objet d'un pré-traitement sauf en cas d'arrêt technique du pôle VERNEA ;
- tous les déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, y compris les déchets dangereux des ménages collectés séparément, mais à l'exception des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante ;
- les déchets valorisables listés à l'article R. 541-48-3 du même code ;
- les déchets dont le producteur n'a pas justifié, conformément à l'article R. 541-48-4 du même code, du respect des obligations de tri qui s'imposent à lui en application des articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1, L. 541-21-2-2 du même code et de leurs modalités d'application ;
- les déchets ménagers et assimilés pour lesquels la collectivité locale en charge de la collecte n'a pas justifié, conformément à l'article R. 541-48-4 du même code, du respect des obligations de collecte séparée prévues par l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales ;
- les déchets ayant fait l'objet d'une collecte séparée à des fins de valorisation à l'exclusion des refus de tri ;
- les ordures ménagères résiduelles collectées par une collectivité n'ayant mis en place aucun système de collecte séparée ;
- les déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues) ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets radioactifs au sens de l'article L. 542-1 du code de l'environnement ;
- les déchets d'activités de soins à risques infectieux provenant d'établissements médicaux ou vétérinaires, non banalisés ;

- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoires, etc.) ;
- les déchets de pneumatiques, à l'exclusion des déchets de pneumatiques équipant ou ayant équipé les cycles définis à l'article R. 311-1 du code de la route ;
- les déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB ;
- les déchets de plâtre (excepté les quantités négligeables de plâtre mélangées à d'autres déchets).

2.8.3 - Origine géographique des déchets

L'installation est autorisée à recevoir des déchets non dangereux en provenance du département Puy de Dôme et des départements limitrophes situés en région Auvergne-Rhône-Alpes. La priorité est donnée aux déchets en provenance du territoire couvert par le VALTOM.

L'exploitant demande l'accord préalable du Préfet et de l'inspection des installations classées avant toute acceptation temporaire ou permanente de déchets provenant d'une autre origine géographique.

En cas d'arrêt provisoire d'une installation d'incinération ou d'une installation de stockage de déchets située au sein de la région Auvergne-Rhône-Alpes, la réception de déchets en provenance de ces installations est autorisée sous réserve de l'accord préalable de l'administration.

2.9 - Admission des déchets

Pour être admis dans l'installation de stockage les déchets doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- à la procédure d'information préalable visée à l'article 2.9.1 ou à la procédure d'acceptation préalable visée à l'article 2.9.2 ;
- à la transmission par le producteur ou le détenteur des déchets, des documents prévus à l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement permettant de justifier du respect des obligations du producteur des déchets. Cette transmission ne concerne pas les déchets listés au III de l'article R. 541-48-4 ;
- au contrôle à l'arrivée sur le site visé à l'article 2.9.5.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.

2.9.1 - Déchets soumis à la procédure d'information préalable

Les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines, admissibles sur le site selon les termes de l'article 2.8.1, sont soumis à la seule procédure d'information préalable définie au présent article ainsi qu'à la production des documents prévus à l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement permettant de justifier du respect des obligations du producteur des déchets.

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant.

L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base définie à l'article 2.9.3. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.

2.9.2 - Procédure d'acceptation préalable

Les déchets, admissibles sur le site selon les termes de l'article 2.8.1, non visés à l'article 2.9.1 sont soumis à la procédure d'acceptation préalable définie au présent article.

Cette procédure comprend deux niveaux de vérification : la caractérisation de base et la vérification de la conformité.

Le producteur ou le détenteur du déchet fait en premier lieu procéder à la caractérisation de base du déchet définie à l'article 2.9.3.

Le producteur ou le détenteur du déchet fait procéder ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, à la vérification de la conformité telle que définie à l'article 2.9.4.

Cette vérification de la conformité est à renouveler au moins une fois par an.

Un déchet n'est admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.

Pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents définis à l'article 2.9.3.4.

Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.

2.9.3 - Caractérisation de base

La caractérisation de base est la première étape de la procédure d'admission ; elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères correspondant à la mise en décharge pour déchets non dangereux. La caractérisation de base est exigée pour chaque type de déchets. S'il ne s'agit pas d'un déchet produit dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets devra faire l'objet d'une caractérisation de base.

2.9.3.1 - Informations à fournir :

- source et origine du déchet ;
- attestation produite par le producteur justifiant pour les déchets non dangereux résiduels d'une opération préalable de collecte sélective ou de tri en vue d'une valorisation matière ou d'une valorisation énergétique ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de stockage.

2.9.3.2 - Essais à réaliser

Le contenu de la caractérisation, l'ampleur des essais requis en laboratoire et les relations entre la caractérisation de base et la vérification de la conformité dépendent du type de déchets. Il convient cependant de réaliser le test de potentiel polluant basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation via un test de lixiviation à réaliser selon les normes en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les métaux (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se et Zn), les fluorures, l'indice phénols, le carbone organique total sur éluat ainsi que sur tout autre paramètre reflétant les caractéristiques des déchets en matière de lixiviation. La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.

Les essais réalisés lors de la caractérisation de base doivent toujours inclure les essais prévus à la vérification de la conformité.

Les tests et analyses relatifs à la caractérisation de base peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de stockage de déchets ou tout laboratoire compétent.

Il est possible de ne pas effectuer les essais correspondant à la caractérisation de base après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :

- toutes les informations nécessaires à la caractérisation de base sont déjà connues et dûment justifiées ;
- le déchet fait partie d'un type de déchets pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ni de critère d'admission.

2.9.3.3 - Dispositions particulières

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, la caractérisation de base apportera des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur des déchets informe l'exploitant du centre de stockage de déchets des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.

Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule caractérisation de base peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites sur les paramètres de la caractérisation de base montrant leur homogénéité.

Ces dispositions relatives aux déchets régulièrement produits dans le cadre d'un même procédé industriel ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.

2.9.3.4 - Caractérisation de base et vérification de la conformité

La fréquence de la vérification de la conformité ainsi que les paramètres pertinents qui y seront recherchés sont déterminés sur la base des résultats de la caractérisation de base. En tout état de cause, la vérification de la conformité est à réaliser au plus tard un an après la caractérisation de base et à renouveler au moins une fois par an.

La caractérisation de base est également à renouveler lors de toute modification importante de la composition du déchet. Une telle modification peut en particulier être détectée durant la vérification de la conformité.

Les résultats de la caractérisation de base sont conservés par l'exploitant de l'installation de stockage et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées jusqu'à ce qu'une nouvelle caractérisation soit effectuée ou jusqu'à trois ans après l'arrêt de la mise en décharge du déchet.

2.9.4 - Vérification de conformité

Quand un déchet a été jugé admissible à l'issue d'une caractérisation de base, une vérification de la conformité est réalisée au plus tard un an après et est renouvelée une fois par an. Dans tous les cas, l'exploitant veille à ce que la portée et la fréquence de la vérification de la conformité soient conformes aux prescriptions de la caractérisation de base.

La vérification de la conformité vise à déterminer si le déchet est conforme aux résultats de la caractérisation de base.

Les paramètres déterminés comme pertinents lors de la caractérisation de base doivent en particulier faire l'objet de tests. La vérification porte sur le respect, par le déchet, des valeurs limites fixées pour ces paramètres pertinents.

Les essais utilisés pour la vérification de la conformité sont choisis parmi ceux utilisés pour la caractérisation de base.

Les tests et analyses relatifs à la vérification de la conformité sont réalisés dans les mêmes conditions que celles de la caractérisation de base.

Les déchets exemptés des obligations d'essai pour la caractérisation de base dans les conditions prévues à l'article 2.9.3.2 sont également exemptés des essais de vérification de la conformité. Ils doivent néanmoins faire l'objet d'une vérification de leur conformité avec les informations fournies lors de la caractérisation de base.

Les résultats des essais sont conservés par l'exploitant de l'installation de stockage et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de trois ans après leur réalisation.

2.9.5 - Contrôles réalisés à l'arrivée des déchets

Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 2.9.1 ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 2.9.2 en cours de validité ;
- vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- réalise une pesée ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement ;

- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site ;
- en outre, pour les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante :
 - vérifie l'existence du bordereau électronique de suivi de déchets amiantés prévu à l'article R.541-45 du Code de l'environnement ;
 - réalise un contrôle visuel à l'entrée du site et lors du déchargement du camion afin de vérifier que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante durant sa manutention vers le casier et que l'étiquetage « amiante » imposé par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 est bien présent. Les déchets ainsi conditionnés peuvent être admis sans les essais.

En cas de non-présentation d'un des documents requis, de non-concordance ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité.

Pour les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, en cas de non-conformité, l'opération de déchargement est annulée et le chargement refusé.

L'exploitant de l'installation de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet du département dans lequel est située l'installation de traitement.

En cas de refus, le registre dédié prévu à l'article 2.9.8 est complété.

2.9.6 - Pesage des déchets entrants

L'installation est équipée d'un instrument de pesage d'une portée maximale suffisante pour peser les véhicules apportant des déchets et d'au moins 50 tonnes. Les voies d'accès à la zone à exploiter ou aux installations connexes imposent le passage des véhicules sur cet équipement, y compris pour les apports de lixiviats provenant d'autres ISDND, à l'exception des voies de secours.

Ce dispositif est d'un modèle approuvé pour les transactions commerciales.

2.9.7 - Détection de radioactivité

2.9.7.1 - Dispositifs de détection des rayonnements ionisants

L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants et sortants soient contrôlés. Il est associé à un système permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). L'alarme doit être réglée au maximum à 2 fois le BDF.

Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.

L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchet(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination.

L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de $0,5 \mu\text{Sv/h}$.

La benne doit être protégée des intempéries afin d'éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée.

2.9.7.2 - Procédure « détection de radioactivité »

L'exploitant établit une procédure « détection de radioactivité » relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection et il organise des formations de sensibilisation sur la radioactivité et la radioprotection pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail. Les personnes habilitées à intervenir sont identifiées.

Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.

La procédure « détection de radioactivité » mentionne notamment :

- les mesures de radioprotection en termes d'organisation, de moyens et de méthodes à mettre en œuvre en cas de déclenchement du dispositif de détection ;
- les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs et de l'organisme compétent en radioprotection devant intervenir ;
- les dispositions prévues pour l'entreposage des déchets dans l'attente de leur gestion.

Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées.

Le chargement ayant provoqué le déclenchement du dispositif de contrôle de la radioactivité reste sur le site tant qu'un organisme compétent en radioprotection (CMIR, IRSN, organismes agréés par l'ASN) n'est pas intervenue pour séparer le(s) déchet(s) à l'origine de l'anomalie radioactive du reste du chargement. Une fois le(s) déchet(s) incriminé(s) retiré(s) du chargement, le reste du chargement peut poursuivre son circuit de gestion classique après un dernier contrôle.

Tant que l'organisme compétent en radioprotection n'est pas intervenu, l'exploitant isole le chargement sur l'aire mentionnée à l'article 2.9.7.1 en mettant en place un périmètre de sécurité correspondant à un débit d'équivalent de dose de $0,5 \mu\text{Sv/h}$.

L'organisme compétent en radioprotection doit identifier sa nature, caractériser les radionucléides présents, mettre en sécurité le(s) déchet(s) incriminé(s), puis le(s) entreposer temporairement dans un local sécurisé sur le site, permettant d'éviter tout débit d'équivalent de dose supérieur à $0,5 \mu\text{Sv/h}$ au contact des parois extérieures.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radio-élément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive ou à demander à l'ANDRA de prendre en charge le déchet.

En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.

La prise en charge et l'élimination du déchet radioactif ne peuvent être réalisés par l'ANDRA qu'après une caractérisation et un conditionnement répondant aux critères de l'ANDRA.

La division locale de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) doit être informée de toute découverte de déchets radioactifs.

2.9.8 - Registres

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité).

En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets :

- le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ;
- la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.

Pour les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, l'exploitant indique dans le registre des admissions, en plus des éléments indiqués ci-dessus :

- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets d'amiante ;
- le nom et l'adresse de l'expéditeur initial, et le cas échéant son numéro SIRET ;
- le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés ;
- le mode de conditionnement ;
- l'identification du casier et de la zone dans lequel les déchets ont été entreposés.

2.10 - Dispositions particulières applicables au casier dédié aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante

2.10.1 - Conditionnement

Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante reçus sur l'ISDND seront conditionnés soit :

- en palettes filmées pour les produits plans ;
- en big-bag ou en rack pour les tuyaux et canalisations.

Quel que soit le conditionnement choisi, il devra faire figurer l'étiquetage «amiante» (lettre a en blanc sur fond noir) conformément à la réglementation en vigueur.

2.10.2 - Transport

Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante devront être apportés de façon à limiter les envois de fibres.

Un bordereau de suivi spécifique amiante, émis via l'application TRACKDECHETS, doit être associé au chargement, excepté pour les particuliers.

2.10.3 - Déchargement

Le déchargement des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante est organisé de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante.

Les opérations de contrôle prévues à l'article 2.9.5 et de déchargement se feront à l'intérieur du casier. Les déchets d'amiante liés, après contrôle visuel et si la procédure d'acceptation préalable est respectée, sont déposés directement dans le casier en cours d'exploitation, l'entreposage avant stockage des déchets n'étant pas autorisé.

Seuls les apports en conditionnement conforme sont autorisés.

Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en big-bags sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tel qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct au moyen d'une benne sont interdites.

2.10.4 - Modalité de stockage dans le casier dédié

Le stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante est organisé de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante.

Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont stockés avec leur conditionnement dans des casiers dédiés.

Les palettes, les racks ainsi que les big-bags sont déchargés un par un du plateau du camion, puis déposés directement sur le point de stockage définitif sans reprise ultérieure par un boueur, avec les moyens de manutention adaptés. L'usage de bennes basculantes est proscrit.

L'exploitation s'effectue par strates successives sur toute la surface du casier.

A la fin de chaque journée d'exploitation et avant toute opération de régaling, les déchets d'amiante sont recouverts par des matériaux ou des déchets inertes de granulométries adaptées à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur du recouvrement est supérieure à 0,20 m d'épaisseur.

Un stock de terre de 100 m³ est conservé en permanence à cet effet à proximité des alvéoles.

Un plan du site est tenu à jour indiquant l'origine, le tonnage et le type de déchets d'amiante lié ainsi que les dimensions, la localisation et les dates d'exploitation.

2.11 - Fin de l'exploitation d'un casier

Les travaux de remise en état du site à la fin de la période d'exploitation devront conduire à la topographie générale telle que représentée dans le dossier de demande d'autorisation susvisé.

Tout casier est muni dès la fin de sa période d'exploitation d'une couverture intermédiaire dont l'objectif est la limitation des infiltrations d'eaux pluviales et la limitation des émissions gazeuses. Cette couverture est constituée d'une couverture minérale d'épaisseur de 0,5 mètre constituée de matériaux inertes d'une perméabilité inférieure à 10⁻⁷ m/s. La couverture intermédiaire est mise sur tout casier n avant la mise en exploitation du casier n + 2.

Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone.

Cette couverture présente une pente suffisante permettant de diriger les eaux de ruissellement vers des dispositifs de collecte. Cette pente, d'au minimum 2 %, ne doit pas créer de risques d'érosion de la couverture en place.

Elle est composée de bas en haut des couches suivantes :

- d'une couche d'étanchéité composée de 50 cm de matériau de perméabilité inférieure à 10⁻⁷ m/s ou d'une géomembrane PEHD de 1,5 mm ;
- d'une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou d'un géocomposite drainant ;
- D'une couche de terre de revêtement d'environ 0,8 mètre permettant la plantation et le développement d'une végétation conforme à l'article 5.2 favorisant l'évapotranspiration et l'intégration paysagère.

En tout état de cause, la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement est au minimum d'0,80 m.

Pour le casier dédié au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, la couverture finale comprend une couche anti-érosion composée d'éléments minéraux grossiers, d'une épaisseur minimale d'un mètre. La couverture est conçue de manière à favoriser l'évacuation des flux des eaux de ruissellement vers le caniveau de récupération prévu à cet effet.

L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme, valable pour l'ensemble des futures surfaces à couvrir, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues.

Il est transmis à l'inspection des installations classées, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de mise en place de la couverture finale.

Si la couche d'étanchéité est une géomembrane, l'exploitant justifie de la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes de pose pour assurer son efficacité. Pour chaque casier, les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées trois mois après la mise en place de la couche d'étanchéité.

Les travaux de revégétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale, selon les modalités définies à l'article 5.2.

Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.

2.12 - Programme de post-exploitation de l'installation de stockage de déchets

2.12.1 - Casiers de déchets non dangereux

Dès la fin d'exploitation de l'installation, un programme de suivi post-exploitation est mis en place. Ce programme permet le respect des obligations suivantes :

- la clôture et la végétation présentes sont maintenues et entretenues ;
- les contrôles périodiques des équipements de collecte et traitement du biogaz du site s'appliquent jusqu'au passage en gestion passive du biogaz ;
- les contrôles périodiques des équipements de collecte et de traitement des lixiviats du site s'appliquent jusqu'au passage en gestion passive des lixiviats ;
- la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique imposés dans le présent arrêté, s'appliquent durant toute la période.
- la fréquence prévue des contrôles est adaptée selon les fréquences suivantes :
 - volumes des lixiviats collectés : semestriel ;
 - composition des lixiviats collectés : semestriel ;
 - composition du biogaz CH₄, CO₂, O₂, H₂S : semestriel.

Cinq ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation accompagné de ses commentaires. Sur cette base, l'exploitant peut proposer des travaux complémentaires de réaménagement final du casier.

Le cas échéant, le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux. Sur la base du rapport de synthèse et de l'éventuelle proposition de travaux complémentaires, le préfet peut définir une modification du programme de suivi post-exploitation par arrêté complémentaire.

Dix ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation, accompagné de ses commentaires.

Vingt ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant arrête les équipements de collecte des effluents encore en place. Après une durée d'arrêt comprise entre six mois et deux ans, l'exploitant :

- mesure les émissions diffuses d'effluents gazeux ;
- mesure la qualité des lixiviats ;
- contrôle la stabilité fonctionnelle, notamment en cas d'utilisation d'une géomembrane.

L'exploitant adresse au préfet un rapport reprenant les résultats des mesures et contrôles réalisés et les compare à ceux obtenus lors des mesures réalisées avant la mise en exploitation de l'installation, aux hypothèses prises en compte dans l'étude d'impact, aux résultats des mesures effectuées durant la période de post-exploitation écoulée.

Sur la base du rapport mentionné à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer au préfet de mettre fin à la période de post-exploitation ou de la prolonger. En cas de prolongement, il peut proposer des modifications à apporter aux équipements de gestion des effluents encore en place.

Pour demander la fin de la période de post-exploitation, l'exploitant transmet au préfet un rapport qui :

- démontre le bon état du réaménagement final et notamment sa conformité à l'article 1.4.1 du présent arrêté ;
- démontre l'absence d'impact sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles ;
- fait un état des lieux des équipements existants, des équipements qu'il souhaite démanteler et des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place.

Le préfet valide la fin de la période de post-exploitation, sur la base du rapport transmis, par un arrêté préfectoral de fin de post-exploitation qui :

- prescrit les mesures de surveillance des milieux prévues à l'article 2.13 du présent arrêté ;
- lève l'obligation de la bande d'isolement prévue à l'article 1.6.1 du présent arrêté ;

- autorise l'affectation de la zone réaménagée aux usages compatibles avec son réaménagement, sous condition de mise en place de servitudes d'utilité publique définissant les restrictions d'usage du sol. Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement de biogaz, des moyens de collecte et de traitement de lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets mis en place. Elles peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la période de post-exploitation, la période de post-exploitation est prolongée de cinq ans.

2.12.2 - Casier mono-déchets dédié au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante

Le programme de suivi post-exploitation mentionné à l'article 2.12 est adapté pour les casiers mono-déchets dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante.

Ce programme permet le respect des obligations suivantes :

- la clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues ;
- la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique s'appliquent durant toute la période ;

Pour ces casiers, lorsque le rapport de synthèse à dix ans de suivi post-exploitation montre qu'il n'y a pas d'évolution des paramètres de surveillance des milieux contrôlés, le préfet acte la fin de la période de post-exploitation dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement. L'arrêté préfectoral prescrit les mesures de surveillance des milieux en appliquant l'article 2.13.

2.13 - Période de surveillance des milieux

La période de surveillance des milieux débute à la notification de l'arrêté préfectoral actant la fin de la période de post-exploitation et précisant les mesures de suivi de ces milieux. Elle dure cinq années.

À l'issue de cette période quinquennale, un rapport de surveillance est transmis au préfet et au maire de Clermont-Ferrand. Si les données de surveillance des milieux ne montrent pas de dégradation des paramètres contrôlés tant du point de vue de l'air que des eaux souterraines et, au vu des mesures de surveillance prescrites, en cas d'absence d'évolution d'impact au vu des mesures de surveillance prescrites, sans discontinuité des paramètres de suivi de ces milieux pendant cinq ans, le préfet prononce la levée de l'obligation des garanties financières et la fin des mesures de surveillance des milieux par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la surveillance des milieux, la période de surveillance des milieux est reconduite pour cinq ans.

2.14 - Programme de surveillance de l'ISDND sur la période de suivi long terme

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets couvrant la période de suivi long terme. Ce programme comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies dans les chapitres 2, 3 et 4 du présent arrêté, et de la qualité des eaux souterraines.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées chaque année, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de surveillance des milieux.

2.15 - Rapport annuel d'activité

Au plus tard le 1er avril de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport annuel d'activité comportant une synthèse des mesures et contrôles réalisés sur le site pendant l'année précédente et, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage.

Il précise notamment :

- la nature et les quantités de déchets reçus en distinguant les « déchets ménagers » des « déchets des activités économiques »,
- l'aire géographique concernée par la collecte des déchets,
- la nature, les quantités, la provenance des déchets,
- la synthèse des analyses et contrôles réalisés ainsi que toute information pertinente sur l'exploitation de l'installation de stockage au cours de l'année écoulée,
- un état faisant valoir les aménagements réalisés dans l'année est intégré dans le rapport annuel d'activité en termes d'intégration paysagère,
- un relevé topographique de l'ensemble de l'installation de stockage de déchets, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets (volume et composition), zones en cours d'exploitation, zones réaménagées et comportant une évaluation du tassement des déchets.

L'exploitant adresse le rapport annuel d'activité également au maire de la commune de Clermont-Ferrand et à la commission de suivi de site.

2.16 - Bilan énergétique annuel

L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend :

- des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ;
- des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ;
- des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation.

Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.15 du présent arrêté.

2.17 - Bilan environnement annuel

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets traités à l'intérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

2.18 - Information du public

Conformément à l'article R 125-2 du Code de l'Environnement fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévu à l'article L 541-1 du dit code, l'exploitant adresse chaque année au Préfet du département du Puy de Dôme et au maire de la commune de Clermont-Ferrand un dossier comprenant les documents précisés à l'article R 125-2 du Code de l'Environnement. Ce dossier est mis à jour tous les ans.

Ce dossier comprend :

- une notice de présentation des installations avec l'indication des diverses catégories de déchets pour le traitement desquels ces installations ont été conçues,
- la mise à jour de l'étude d'impact initiale, le cas échéant,
- les références des décisions individuelles dont les installations ont fait l'objet en application des dispositions des titres Ier et IV du livre V du Code de l'Environnement,
- les éléments nécessaires à la connaissance de la nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année en cours,
- les éléments nécessaires à la connaissance de la quantité et la composition mentionnées d'une part dans le présent arrêté et d'autre part réellement constatées, pour ce qui concerne les matières et gaz rejetés dans l'eau et l'air,
- un rapport sur la description et les causes des incidents et/ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement des installations.

3 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous.

3.1 - Conception des installations

3.1.1 - Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Combustible
Conduit N°1	Oxydateur thermique de l'unité d'épuration de biogaz	Mélange évent gazeux unité membrane + évent gazeux unité cryodistillation
Conduit N°2	Torchère WAGABOX	Biogaz injecté sur l'unité d'épuration + mélange évent gazeux unité membrane + évent gazeux unité cryodistillation (en cas d'arrêt de l'unité d'épuration du biogaz)

3.1.2 - Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N°1	6	0,55	220 Nm ³ /h	2,5
Conduit N°2	7	0,92	400 Nm ³ /h	2,5

3.2 - Limitation des rejets

3.2.1 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètres	Code CAS	Conduits n°1 et 2	
		Concentrations instantanées en mg/Nm	Flux en g/h
Concentration en O ₂ de référence		11 %	
SO ₂	7446-09-05	300	120
CO	630-08-0	150	60

3.2.2 - Gestion des odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'exploitant met notamment en place un dispositif de filtre à charbon actif ou tout dispositif équivalent sur les têtes de puits de captage du biogaz non raccordés au réseau ainsi que sur les puits de collecte des lixiviats.

La fréquence de recouvrement des déchets sera renforcée par l'exploitant lors de conditions propices à des dégagements d'odeurs ou lorsque des nuisances seront ressenties par le voisinage.

Par ailleurs, si une nuisance olfactive est constatée et établie, l'exploitant met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre d'un système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;
- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

3.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère

3.3.1 - Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé après 4 500 heures de fonctionnement, ou annuellement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ce contrôle porte sur les paramètres SO₂, CO, HCl et HF. Les concentrations en polluants sont exprimées par m³ rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène.

La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants.

Les informations relatives au fonctionnement des installations au moment de la mesure (mode de fonctionnement, débit de biogaz, puissance thermique totale et puissance électrique fournie au réseau par l'installation de valorisation électrique, pouvoir calorifique du biogaz utilisé, ...) sont jointes aux résultats des mesures.

L'exploitant détermine les flux annuels émis pour chacun des polluants mesurés. Ils sont transcrits dans le rapport d'activité annuel prévu à l'article 2.15 avec les concentrations mesurées.

Les résultats des contrôles sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.15 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

3.3.2 - Surveillance des émissions diffuses

L'exploitant réalise tous les ans une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place afin d'en vérifier leur étanchéité.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard 12 mois après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation. Cette fréquence pourra être revue en fonction de l'évolution des résultats, après accord de l'inspection et sous réserve de respecter les dispositions réglementaires fixées par le cadre national.

4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

4.1 - Prélèvements et consommation d'eau

4.1.1 - Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Utilisation	Coordonnées du point de prélèvement	Prélèvement maximal
-------------------------	-------------	-------------------------------------	---------------------

			Horaire (m3/h)	Journalier (m3/j)	Annuel (m3/an)
Réseau public d'eau potable	Lavage des sols, usages domestiques pour les personnes présentes sur site	X : 45.766271 Y : 3.169064 (référentiel WGS84)	0,2	2	300

4.1.2 - Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Les installations de prélèvement d'eau dans le réseau communal sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur sur chaque circuit d'alimentation. Ces installations assurent la surveillance et le mesurage de la consommation annuelle d'eau au niveau le plus approprié (procédé, unité ou installation).

4.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet

4.2.1 - Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux de ruissellement externes, eaux de ruissellement internes et les lixiviats.

Aucun contact entre le réseau de collecte des eaux de ruissellement et le réseau de drainage des lixiviats n'est possible. Ces réseaux sont totalement indépendants.

4.2.1.1 - Drainage, collecte et stockage des lixiviats

Cf. article 2.6.

4.2.1.2 - Eaux de ruissellement extérieures

Compte tenu de la topographie particulière du site de Puy Long, en surplomb topographique par rapport à son environnement, il n'y a pas d'arrivées d'eaux externes sur le site.

4.2.1.3 - Gestion des eaux de ruissellement internes

Les eaux de lavage et de ruissellement issues des aires imperméables sont collectées et rejetées dans le réseau de lixiviats.

Les eaux de ruissellement intérieures au site non susceptibles d'être entrées en contact avec les déchets sont collectées par un réseau de fossés étanches composé d'un fossé périphérique à l'ISDND dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale de 24 heures en intensité et raccordé à un dispositif de contrôle et de traitement le cas échéant avant rejet dans le milieu naturel.

Les eaux de ruissellement intérieures au site non susceptibles d'être entrées en contact avec les déchets transitent avant rejet au milieu naturel par des bassins de stockage étanches et dimensionnés pour contenir au moins la quantité d'eau de ruissellement résultant d'un événement pluvieux de fréquence décennale maximale :

- un bassin situé au sud-ouest d'un volume utile de 13 700 m³ dont une réserve de 400 m³ (correspondant à une hauteur d'eau d'environ 30 cm) est maintenue en permanence afin d'assurer la décantation des eaux et les besoins pour la défense contre les incendies. Sa vidange s'effectue gravitairement dans le bassin situé au nord-ouest ;
- un bassin situé au nord-ouest d'un volume utile de 1 300 m³ dont un volume de 1100 m³ (correspondant à une hauteur d'eau d'environ 1,9 m – un marquage permet de repérer ce niveau) sert pour assurer la décantation des eaux et les besoins pour la défense contre les incendies. Sa vidange (évacuation des eaux) se fait par refoulement par l'intermédiaire d'un poste de relevage.

Les eaux de la plate-forme de transit de déchets sont collectées dans un bassin spécifique et régulièrement évacuées dans une filière de traitement adaptée.

Les bassins sont équipés d'une clôture sur leur périmètre. L'exploitant positionne à proximité immédiate de ces bassins les dispositifs et équipements suivants :

- une bouée ;
- une échelle par bassin ;
- un filet à batraciens ;
- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.

Le fond des bassins doit être curé régulièrement, à chaque fois que nécessaire et au minimum tous les 5 ans.

4.2.1.4 - Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

4.2.1.5 - Localisation des points de rejet

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu est interdit.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées (Lambert II étendu)	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1 Lixiviats	X = 662 676 Y = 2 086 006	Lixiviats	Milieu naturel (rivière l'Artière)	FRGR0266 « L'Artière depuis Beaumont jusqu'à sa confluence avec l'Allier »	
Pt N°2 Lixiviats (envoi vers STEP en secours uniquement)	X= 663 356 Y= 2 089 178	Lixiviats	Réseau des eaux usées de la ville de Clermont-Ferrand.	Station d'épuration urbaine « des Trois Rivières » de la Ville de Clermont-Ferrand	Convention de déversement
Pt N°3 Eaux de ruissellement interne	En sortie de bassin : X= 664 015 Y= 2 085 132	Eaux de ruissellement internes	Milieu naturel (ruisseau du Bec)	FRGR0266 « L'Artière depuis Beaumont jusqu'à sa confluence avec l'Allier »	Rejet au Bec via un fossé localisé en bordure de la voirie désignée « Chemin de Puy-Long »

4.2.2 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas de rejets vers la station d'épuration des 3 rivières (uniquement en cas de maintenance lourde ou de dysfonctionnements de l'unité de traitement des lixiviats de « Puy-Long » et avec l'accord de l'administration et du gestionnaire de la station d'épuration), les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement

collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

4.3 - Caractéristiques des rejets externes

Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ;
- suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).

Toute canalisation de rejet à l'extérieur de l'installation est équipée d'un dispositif, synchronisé avec les rejets, mesurant le pH, la conductivité et la quantité d'effluents rejetés.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°1 et 2

- Température maximale : 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Débit maximum horaire : 6 m³/h

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1		Rejet n°2
		Concentration maximale (mg/l) (**)	Flux maximal journalier (g/l)	Concentration maximale (mg/l) (**)
Azote total	6018	30 (*)	4320	Selon convention de rejet
Azote Kjeldahl	1319	2	260	Selon convention de rejet
Ammonium	1335	0,5	100	Selon convention de rejet
Nitrite	1339	0,3	100	Selon convention de rejet
Matières en suspension totale (MEST)	1305	35	6480	Selon convention de rejet
Carbone organique total (COT)	1841	7	520	Selon convention de rejet
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	30	2600	Selon convention de rejet
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	1313	6	780	Selon convention de rejet
Phosphore total	1350	0,2*	39	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l, si flux journalier max. > 15kg/j
Phénols	1440	0,1	14,4	Selon convention de rejet
Métaux totaux (***) dont :	9918	0,02	3	15
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	0,004	0,6	Selon convention de rejet

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1		Rejet n°2
		Concentration maximale (mg/l) (**)	Flux maximal journalier (g/j)	Concentration maximale (mg/l) (**)
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,004	0,6	Selon convention de rejet
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,01	1,5	Selon convention de rejet
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,008	1,16	Selon convention de rejet
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	0,0002	0,03	0,2
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,005	0,72	Selon convention de rejet
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	0,0001	0,015	0,05
Ion Fluorure (en F-)	7073	15	2160	Selon convention de rejet
Arsenic et ses composés	1369	0,01	1,45	1
CN libres	1084	0,1	1,45	100 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Hydrocarbures totaux	7009	10	1440	10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1	144	Selon convention de rejet
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)****	6616	0,025	3,6	Selon convention de rejet
Quinoxylène****	2028	0,025	3,6	Selon convention de rejet
Dioxines et composés de type dioxines**** dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	7707	0,025	3,6	Selon convention de rejet
Aclonifène	1688	0,025 si le rejet dépasse 1 g/j		Selon convention de rejet
Bifénox	1119	0,025 si le rejet dépasse 1 g/j		Selon convention de rejet
Cybutryne	1935	0,025 si le rejet dépasse 1 g/j		Selon convention de rejet
Cyperméthrine	114025	0,025 si le rejet dépasse 1 g/j		Selon convention de rejet
Hexabromocyclo dodécane**** (HBCDD)	7128	0,025	3,6	Selon convention de rejet

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1		Rejet n°2
		Concentration maximale (mg/l) (**)	Flux maximal journalier (g/j)	Concentration maximale (mg/l) (**)
Heptachlore**** et époxyde d'heptachlore****	7706	0,025	3,6	Selon convention de rejet
Nonylphénols****	1958	0,025	3,6	Selon convention de rejet
Taux de graisse (SEH)	1088	-		Selon convention de rejet
Matières inhibitrices	-	-		Selon convention de rejet

Notes :

* Concentration moyenne mensuelle pour les paramètres phosphore total et azote total

** La concentration maximale est mesurée sur la base d'un prélèvement instantané (d'une durée minimale représentative)

*** Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

**** Pour ces substances dangereuses, dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation.

Cette exemption ne pourra être retenue par l'inspection des installations classées dans le cas où le milieu de rejet est différent du milieu de prélèvement : il appartiendra à l'exploitant de faire en sorte de limiter au maximum le transfert de pollution.

Point de rejet référencé n°3

- Température maximale : 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Débit maximal : 13,9 L/s

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°3
		Concentration maximale (mg/l)
Azote total	6018	30*
Matières en suspension totale (MEST)	1305	35
Carbone organique total (COT)	1841	70
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	125
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	1313	30
Phosphore total	1350	2*
Phénols	1440	0,1
Métaux totaux** dont :	9918	15
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	0,5
dont Cr6+	1371	0,1

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°3
		Concentration maximale (mg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,1
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,2
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,5
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	0,2
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,05
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	0,05
Ion Fluorure (en F-)	7073	15
Arsenic et ses composés (en As)	1369	0,1
CN libres	1084	0,1
Hydrocarbures totaux	7009	10
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1

Notes :

* Concentration moyenne mensuelle

** Somme de la concentration des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al

4.4 - Surveillance des prélèvements et des rejets

4.4.1 - Relevé des prélèvements d'eau

L'alimentation en eau de l'établissement se fait à partir du réseau public d'eau potable. Les installations de prélèvement d'eau dans le réseau communal sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur sur chaque circuit d'alimentation. L'eau est utilisée :

- au lavage des sols,
- aux usages domestiques pour les personnes présentes sur site.

L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation.

Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.15 du présent arrêté.

4.4.2 - Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1			Rejet n°2 (***)		
		Type de suivi 24h asservi temps, 24h asservi débit, ponctuel	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission	Type de suivi 24h asservi temps, 24h asservi débit, ponctuel	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Volume	1552	24h asservi débit	Journalière	Trimestrielle	24h asservi débit,	Journalière	Trimestrielle
PH	1302	En continu		Trimestrielle	24h asservi débit,	En continu	Trimestrielle

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1			Rejet n°2 (***)		
		Type de suivi 24h asservi temps, 24h asservi débit, ponctuel	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission	Type de suivi 24h asservi temps, 24h asservi débit, ponctuel	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Conductivité	1304	En continu		Trimestrielle	24h asservi débit,	En continu	Trimestrielle
Azote total	6018	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Azote Kjeldahl	1319	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Ammonium	1335	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Nitrites	1339	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Matières en suspension totale (MEST)	1305	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Carbone organique total (COT)	1841	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	1313	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Phosphore total	1350	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Phénols	1440	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Métaux totaux* dont :	9918	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Chrome et ses composés (en Cr)**	1389	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1			Rejet n°2 (***)		
		Type de suivi 24h asservi temps, 24h asservi débit, ponctuel	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission	Type de suivi 24h asservi temps, 24h asservi débit, ponctuel	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Ion Fluorure (en F-)	7073	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Arsenic et ses composés**	1369	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
CN libres	1084	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	7009	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Chlorures	1337	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Di(2- éthylhexyl)phta late (DEHP)	6616	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Acide perfluoro octanesulfon ique et ses dérivés (PFOS)	6561	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Quinoxylène	2028	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Dioxines et composés de type dioxines dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	7707	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Aclonifène	1688	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Bifénox	1119	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Cybutryne	1935	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Cyperméthrine	114025	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Hexabromocyc lododécane (HBCDD)	7128	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Heptachlore et époxyde d'heptachlore	7706	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1			Rejet n°2 (***)		
		Type de suivi 24h asservi temps, 24h asservi débit, ponctuel	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission	Type de suivi 24h asservi temps, 24h asservi débit, ponctuel	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Nonylphénols	1958	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Sulfates	1338	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Taux de graisse (SEH)	1088	Ponctuel	Trimestrielle	Trimestrielle	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle

* Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

** 5 µg/l en limite de quantification à atteindre par les laboratoires

*** les fréquences sont à adapter en fonction de la durée de recours au point de rejet n°2 (Cf. article 2.6.3)

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°3		
		Type de suivi 24h asservi temps, 24h asservi débit, ponctuel	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Volume	1552	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
PH	1302	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Conductivité	1304	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Azote total	6018	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Matières en suspension totale (MEST)	1305	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Carbone organique total (COT)	1841	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	1313	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Phosphore total	1350	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Phénols	1440	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Métaux totaux* dont :	9918	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°3		
		Type de suivi 24h asservi temps, 24h asservi débit, ponctuel	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Ion Fluorure (en F-)	7073	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Arsenic et ses composés	1369	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
CN libres	1084	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	7009	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	24h asservi débit	Trimestrielle	Trimestrielle
Fibre amiante	-	Ponctuel	Annuelle*	Annuelle

* Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.

Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. De plus, l'exploitant communique au préfet, au moins une fois par an, les résultats de la surveillance des émissions, via le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.15 du présent arrêté.

4.5 - Surveillance des substances per et polyfluoroalkylées

Les substances per et polyfluoroalkylées visés à cet article sont celles figurant sans la liste établie selon les modalités de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

La surveillance est mise en place sur les rejets 1, 2 et 3 selon une fréquence trimestrielle. Pour le point de rejet n°2, les fréquences sont à adapter en fonction de la durée de recours à ce point de rejet (Cf. article 2.6.3).

Les modalités de surveillance des rejets en substances per- et polyfluoroalkylées sont celles imposées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux.

Après 24 mois de suivi, et en fonction des résultats d'analyse obtenus, l'exploitant peut proposer une adaptation des modalités de surveillance (point d'échantillonnage, paramètres et fréquence d'analyse). Cette proposition, accompagnée d'un dossier technique argumenté, est soumise à l'accord de l'inspection des installations classées.

4.6 - Surveillance de la composition des lixiviats stockés

La composition physico-chimique des lixiviats stockés dans le bassin de collecte est contrôlée tous les trimestres selon les modalités suivantes :

Composition du lixivat :	Phase d'exploitation	Période de suivi long terme (*)
<ul style="list-style-type: none"> pH DCO DBO5 MES COT hydrocarbures totaux chlorure sulfate, ammonium, phosphore total métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn) N total CN libres conductivité phénols 	Trimestriellement(*)	Tous les six mois

(*) Si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence peut être adaptée. Pour les lixiviats, la conductivité doit toujours être mesurée au moins une fois par an.

Au moins une fois par an, les mesures mentionnées au paragraphe précédent sont effectuées par un organisme agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Cet organisme est indépendant de l'exploitant.

En outre, afin de mieux connaître l'évolution et l'impact des déchets stockés sur le site, l'inspection peut demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et des analyses de lixiviats correspondant aux différentes zones de stockage des déchets pendant toute la période d'exploitation et les cinq premières années de suivi post-exploitation. L'exploitant analyse alors séparément les lixiviats des zones n°1 et n°2 (ensemble car la collecte des lixiviats est commune), de la zone n°3, de la zone n°4 et de la zone n°5. Pour cette dernière zone, il analyse séparément les casiers 1, 2 et 3.

Au cours de cette période, il intègre dans le rapport annuel, prévu à l'article 2.15, la synthèse des résultats des contrôles effectués au cours de l'année écoulée, accompagnés de ses commentaires.

4.7 - Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

4.7.1 - Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Point de mesure	N° BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
F4	BSS001TATN	Amont	Ecoulement dans les niveaux marno-calcaires fissurés se raccordant à la ligne d'eau du Bec à l'aval	15,00m
Pz1 VERNEA	BSS001TATP	Aval		11,02 m
Pz2 VERNEA	non référencé			17,37 m
Pz Nord Ouest	BSS001TARP			10,00 m
Puits Bardy	non référencé			-

Puits Hasko	BSS001TATQ			-
Puits Inra	BSS001TATC			-

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 2.

Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la réglementation ou la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.

Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément aux normes en vigueur.

Tout nouvel ouvrage, réalisé en aval de l'ISDND dans un rayon d'un 1km, porté à la connaissance de l'exploitant, fait l'objet d'une analyse selon les modalités du présent article. Les résultats sont présentés et commentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.15. A la demande de l'inspection des installations classées, l'ouvrage peut être intégré au dispositif de surveillance des eaux souterraines si les résultats montrent une influence possible de l'ISDND.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètres		Point de mesure	Fréquence des analyses
Nom	Codé SANDRE		
Hauteur d'eau	1689	F4	2 fois par an
pH	1302	Pz1 VERNEA	
potentiel d'oxydoréduction	1330	Pz2 VERNEA	
résistivité	9914	Pz Nord Ouest	
Conductivité	1303	Puits Bardy	
métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn)	9918	Puits Hasko	
Nitrites (NO ₂ -)	1339	Puits Inra	
Nitrates (NO ₃ -)	1340		
Ammonium (NH ₄ +))	1335		
Sulfates (SO ₄ ²⁻)	1338		
Azote total	6018		
Chlorures (Cl-)	1337		
Phosphates (PO ₄ ³⁻)	2531		
Potassium	1367		
Calcium	1374		
Magnesium	1372		
DCO	1314		
MES	1305		
COT	1841		

AOX	1106		
PCB	1242		
HAP	9963		
BTEX	9937		
Arsenic	1369		
Cyanures libres	1084		
Hydrocarbures totaux	7009		
DBO5	1313		
Escherichia coli	1449		
Bactéries coliformes	1447		
Entérocoques	6455		
Salmonelles	1451		

Pour chaque puits situé en aval hydraulique, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.

Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont présentés et commentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.15 du présent arrêté en tenant compte notamment de la présence éventuelle de nappes non identifiées et pouvant être influencées par le site ainsi que de possibles échanges entre les nappes présentes et les eaux de surfaces (Le Bec).

Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant, en accord avec l'inspection des installations classées, met en place un plan d'actions et de surveillance renforcée. Ce plan comprendra au minimum :

- une augmentation du spectre et/ou de la fréquence des analyses réalisées,
- la limitation d'accès dans l'installation de stockage des déchets pouvant être à l'origine de ce changement et toute mesure d'exploitation pouvant réduire l'origine de l'évolution constatée.

L'exploitant adresse tous les mois à l'inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

Lorsque la cause de l'anomalie est supprimée, le plan de surveillance renforcée peut être arrêté. À défaut, il sera prescrit par arrêté préfectoral complémentaire une actualisation de l'étude hydrogéologique du site et la définition de mesures de confinement ou de traitement des eaux souterraines.

4.7.2 - Surveillance des eaux de surface

4.7.2.1 - Eaux pluviales

Un suivi de la qualité des eaux du Bec, qui s'écoule à l'ouest de l'ISDND de « Puy Long », est mis en place afin de mesurer l'impact des rejets des eaux de ruissellement sur l'ISDND.

Pour ce faire, l'exploitant effectue tous les trimestres des prélèvements et des analyses des eaux du Bec, en amont et en aval des points de rejet de l'ISDND sur les points suivants :

- point amont : au croisement du chemin du Beaulieu avec le Bec ;
- point aval : au croisement de la route départementale n°772 avec le Bec.

Les paramètres analysés sont les mêmes que ceux recherchés pour le contrôle de la qualité des eaux de ruissellement interne évoqué à l'article 4.4.2 (rejet n°3).

4.7.2.2 - Lixiviats traités

Un suivi de la qualité des eaux de l'Artière, qui s'écoule au nord-ouest de l'ISDND de « Puy Long », est mis en place afin de mesurer l'impact des rejets des lixiviats traités sur l'ISDND.

Pour ce faire, l'exploitant effectue tous les trimestres des prélèvements et des analyses des eaux de l'Artière, en amont et en aval des points de rejet de l'ISDND sur les points amont et aval figurant sur le plan situé en annexe 3.

Les paramètres analysés sont les mêmes que ceux recherchés pour le contrôle de la qualité des lixiviats rejetés après traitement évoqué à l'article 4.4.2 (rejet n°1).

5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

5.1 - Limitation des Niveaux de Bruit

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 4.

5.1.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

5.1.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans.

5.1.3 - Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)

Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
----------------------	---------	---------

5.1.4 - Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

5.2 - Insertion paysagère

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

Au fur et à mesure de la rehausse du casier de stockage, les talus arrivés à leur cote définitive subiront un traitement paysager définitif :

- remodelage : les arêtes des risbermes seront tantôt lissées, tantôt cassées de manière à réduire l'aspect géométrique de ces risbermes ;
- ensemencement : un semis d'espèces herbacées adaptées aux sols secs sera réalisé. Le mélange de graines pourra notamment être à base de graminées fourragères et de légumineuses mésoxérophiles à large spectre.

Des haies situées à la périphérie nord du site seront plantées, conformément au plan de remise en état du site en annexe 1.

Après couverture des casiers, dans le cadre de la remise en état finale, toutes les surfaces libres et l'ensemble du dôme seront pourvues de terre végétale et ensemencées avec un mélange de graines adapté pour recréer une couverture herbacée maigre résistante à la sécheresse et adaptée aux conditions de sol particulières.

La flore utilisée permet de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité, notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site.

La remise en état finale est conforme au plan situé en annexe 1.

L'entretien des prairies du dôme sera réalisé par fauche tardive ou eco-pâturage. Cette fauche annuelle sera réalisée tout le long de l'exploitation du site et jusqu'à la fin de la période de suivi long terme.

6 - PRÉVENTION, GESTION DES DÉCHETS PRODUITS SUR SITE

6.1 - Prévention et gestion des déchets

L'installation de stockage de déchets non dangereux est autorisée à recevoir des déchets non dangereux ultimes, provenant des ménages ou des entreprises, afin de les stocker dans les casiers, ainsi que des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante et des lixiviats produits par d'autres ISDND.

Cette activité génère des déchets par le fonctionnement normal des installations qui la composent. Il s'agit de déchets produits dans les locaux administratifs (papier, cartons, emballages de fournitures, consommables, restes de repas...) assimilables aux déchets ménagers et des déchets générés par l'entretien du matériel d'exploitation (chiffons, cartouches de graisse, filtres, gâteau de filtration, bidons d'huiles, pièces défectueuses...).

L'exploitation de l'ISDND génère la production de lixiviats (code déchets 19 07 03), dont la gestion est traitée à l'article 2.6 et au chapitre 4, ainsi que du biogaz traité par l'unité d'épuration du biogaz.

6.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	10 03 05	Alumine activée
	16 01 17	Pièces usagées issues de la petite maintenance des engins

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets dangereux	20 01 01 20 01 36 20 01 39 20 01 40 20 03 01	Déchets assimilés aux ordures ménagères (bureaux, locaux, etc.)
	20 02 01	Déchets verts générés par le site
	20 03 04	Boues de la fosse septique
	08 03 17*	Encre (cartouches d'imprimante)
	20 01 21*	Néons
	20 01 33*	Piles
	13 05 01*, 13 05 02*, 13 05 07*	Boues dégrilleur / dessableur, boues de nettoyage des ponts bascules Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
	13 02 06*, 13 02 07*	Huiles
	15 01 10*, 15 02 02*, 16 01 07*, 16 01 14*, 16 01 22*, 16 10 03*	Déchets issus de la petite maintenance du site (bidons d'huiles usagés, chiffons souillés) Filtres à huile, liquides de refroidissement, batteries issus de la petite maintenance des engins Matériaux filtrants et concentrés aqueux contenant des substances dangereuses provenant de la station de traitement des lixiviats
	19 01 05*	Supports de lit activé
	19 01 07*	Absorbants
	19 01 10*	Charbons actifs

Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).

Les déchets dangereux doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Un registre des déchets dangereux produits (nature, tonnage, filière de traitement, etc.) est tenu à jour.

6.3 - Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site respectent les modalités définies ci-dessous :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	- Contenants adaptés dans locaux, 1 benne pour les déchets verts et enlèvement immédiat des boues par entreprise en charge de l'opération
Déchets dangereux	- Stockage des déchets liquides ou pâteux dans des contenants étanches adaptés, sur des rétentions (< 1 tonnes) ; - Absorbants et chiffons souillés dans fût spécifique déchets souillés (1 fût max) ; - Enlèvement immédiat par entreprises en charge de la maintenance des engins, de l'unité d'épuration et de l'unité de traitement des lixiviats.

7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

7.1 - Conception des installations

7.1.1 - Dispositions générales

Tout brûlage de déchets à l'air libre est strictement interdit.

Les abords du site sont débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage. Cette zone d'isolement débroussaillée doit être a minima de 10 mètres.

L'exploitant établit une procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation et organise des formations de sensibilisation au risque incendie pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail.

7.1.2 - Organisation des stockages

Stockage	Dispositions spécifiques		
	Nature des produits stockés	Quantité	Ilotage
WAGABOX	Charbon actif	15,5 tonnes	Stockage en silos : <ul style="list-style-type: none"> • silo épuration ORS : 2 tonnes • ballon tampon ORS : 1,5 tonne • silos H2S : 12 tonnes
Installation de traitement des lixiviats	Produits chimiques	5 m ³	<ul style="list-style-type: none"> • Acide citrique : 2 m³ • Hydroxyde de Sodium : 2 m³ • Hypochlorite de sodium : 1 m³

7.1.3 - Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. Notamment, les vannes d'isolement du biogaz sont identifiées, les consignes et les étiquettes de danger mises en place sur les différents équipements à risque d'explosion.

7.1.4 - Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'exploitant doit :

- respecter les conditions d'accessibilité des engins de lutte contre l'incendie au terrain d'assiette du projet (à la parcelle cadastrale), par les voies publiques ou privées suffisamment dimensionnée afin de permettre l'accès des véhicules de secours, en application de l'article R.111-5 du code de l'urbanisme ;
- faciliter l'accès au site pour les engins de lutte contre l'incendie, par la mise en place d'une serrure avec triangle mâle de 10 mm, déverrouillable à l'aide d'un triangle femelle de 11 mm présents sur les polycoises ;
- assurer la desserte des installations par des voies stabilisées répondant aux caractéristiques suivantes d'une voie engin :
 - largeur de 3 m, bandes réservées au stationnement exclues,
 - force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m au minimum,
 - rayon intérieur R supérieur ou égal à 11 m,
 - surlargeur $S = 15 / R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 m (S et R étant exprimés en mètres),
 - hauteur libre supérieure ou égale à 3,5 m,
 - pente inférieure à 15 %.

7.1.5 - Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Le confinement des eaux incendie est effectué selon les modalités suivantes :

- bassin de rétention des eaux de ruissellement internes au nord-ouest de capacité 1 300 m³ ;
- bassin de rétention des eaux de ruissellement internes au sud-ouest de capacité 13 700 m³ ;
- bassin de gestion des eaux pluviales / eaux d'incendie lié à la plateforme de transit de matériaux (au nord-est) : ce bassin dispose d'une capacité de 600 m³.

7.2 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

7.2.1 - Dispositif de détection des départs d'incendies

La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 7.2.3 sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.

Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires.

Une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.

7.2.2 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et précisés comme ci-après :

- Des matériaux inertes prévus pour les couvertures des déchets, qui peuvent être utilisés pour étouffer les feux, disponibles à proximité de la zone exploitée ;
- Des engins permettant de disposer les matériaux inertes pour étouffer un feu en compactant la zone sur l'alvéole en exploitation ;
- Des bacs à sable sec de 100 litres minimum, des pelles et des seaux à fond rond sont répartis sur le site en nombre afin de faciliter la lutte contre l'incendie et d'endiguer un déversement de produits liquides au sol ou tout dispositif équivalent ;
- 2 poteaux incendie normalisés de 65 mm, modèles incongelables et comportant des raccords normalisés, implantés sur le site de l'installation dont un à moins de 250 mètres de l'unité WAGABOX (distance mesurée sur chemins carrossables) ; utilisables par les moyens des services d'incendie et de secours, assurant un débit de 500 litres par minute à une pression dynamique supérieure à 1 bar pendant plus de deux heures ;
- Une réserve d'eau existante située au Nord-Est sur le site, venant en complément du poteau incendie, de volume utile minimal de 480 m³ maintenue en permanence à la disposition du service d'incendie et de secours ;
- 2 bassins de rétention des eaux de ruissellement, situés respectivement au Sud-Ouest et au Nord-Ouest. Pour chacun de ces bassins, il sera maintenu les volumes minimum suivants : 400 m³ pour le premier et 1 100 m³ pour le second. Chacun de ces bassins est équipé d'une aire d'aspiration comprenant une colonne d'aspiration à raccord tournant muni d'une réduction amovible de diamètre de 100 millimètres à 65 millimètres ;
- Des extincteurs à agent d'extinction approprié, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures, sur les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements et facilement accessibles, à raison d'un appareil par 200 m² avec un minimum de 3.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendie du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.

7.2.3 - Organisation

L'exploitant tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins les éléments suivants :

- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;
- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours ;

En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.

L'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.

7.3 - Autres dispositifs et mesures de prévention des accidents

7.3.1 - Stockage de liquides susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ;
- 100 % de la capacité du plus grand réservoir.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires et de stockage des lixiviats.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits ou déchets qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit ou déchet éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits ou déchets pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Les produits ou déchets récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matière de rejets ou sont éliminés comme des déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits ou des déchets incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Le stockage et la manipulation de produits ou de déchets dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement et des fuites éventuelles. Cela concerne également les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes.

7.3.2 - Travaux

Dans les zones désignées dans le plan de défense contre les incendies prévues à l'article 7.2.3, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et

la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

7.3.3 - Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

8 - AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

8.1 - Autres mesures d'évitement, réduction et compensation (non prescrites par ailleurs)

Thèmes	Intitulé de la mesure	Suivi
Transport	<u>Mesures d'évitement</u> : - pas de trafic de camions en dehors des heures d'ouverture	Annuel
Énergie	<u>Mesures de réduction</u> : - Utilisation d'engins de chantier aux normes et en bon état de fonctionnement - Diffusion de consignes d'économie d'énergie (mise en veille des postes, débranchement des appareils le soir, etc.) - Formation à l'écoconduite	Annuel
Acoustique	<u>Mesures d'évitement</u> : - Pas de fonctionnement en dehors des heures d'ouverture <u>Mesures de réduction</u> : - Vitesse de circulation limitée sur l'ISDND - Diffusion régulière de consignes pour rappeler au personnel d'éviter les comportements individuels inutilement bruyants : coupure des moteurs à l'arrêt, utilisation du klaxon uniquement en cas d'urgence, strict respect des limitations de vitesse (au droit du site et sur les chemins d'accès) - Usage du klaxon interdit pour les poids lourds, sauf en cas de danger immédiat - Engins d'exploitation équipés d'un avertisseur de recul de type « cri du lynx »	Annuel
Milieu naturel et espèces protégées	<u>Mesures d'accompagnement</u> : - Participation aux actions locales en faveur de la biodiversité et du corridor écologique « Puy Long, Gandallat et Crouël » : partenariat avec le Conservatoire des Espaces Naturels d'Auvergne <u>Mesures de réduction</u> : - Renaturation au fur et à mesure des sols laissés à nu et des digues - Adaptation du calendrier pour la coupe d'arbres, le défrichage et le décapage des sols - Actions locales en faveur de la biodiversité - Suivis écologiques	Annuel

8.2 - Protection des enjeux liés aux espèces protégées

L'exploitant met en œuvre les mesures de réduction suivantes :

- les travaux de déboisement, défrichement, décapage, terrassement, et rehaussement seront impérativement réalisés sur une période comprise entre fin août et début novembre pour garantir l'absence de destruction d'individus d'espèces protégées ;
- destruction de tout foyer existant ou nouveau de plante invasive (renouée, buddléia, solidage, ambroisie,...) selon une technique à adapter en fonction de la nature de la plante ;
- végétalisation des digues et flancs des casiers au fur et à mesure de leur réalisation puis de la couverture finale avec des mélanges de graines de prairies mésoxérophiles ou équivalents.

Les mesures d'accompagnement sont également mises en œuvre par l'exploitant :

- création de 3 à 4 hibernaculum en périphérie de la zone d'exploitation pour favoriser le maintien des espèces de reptiles déjà présentes sur le site ;
- mise en place de dispositifs anti-noyages au niveau des bassins d'eaux pluviales.

8.3 - Suivi des mesures

Chaque année, le bilan commenté de la mise en œuvre et du suivi des mesures compensatoires prévues aux articles 8.1 et 8.2 est joint au rapport annuel d'activité de l'ISDND visé à l'article 2.15.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires.

9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

9.1 - Traitement de lixiviats provenant d'autres ISDND

L'installation de traitement de lixiviats du site est autorisée à réceptionner des lixiviats en provenance d'installations de stockage de déchets non dangereux externes appartenant exclusivement au VALTOM, dans la limite de sa capacité de traitement. La priorité sera donnée au traitement des lixiviats internes.

Les lixiviats provenant des sites extérieurs seront acheminés sur site via des camions citernes. Une plateforme étanche sera aménagée pour le dépotage des lixiviats. Elle sera équipée d'une conduite reliée au bassin de stockage et équipée d'un compteur volumétrique permettant de suivre les volumes de lixiviats entrant sur le site. La conduite de dépotage disposera d'un raccord « en attente » permettant aux camions de connecter la vidange de la citerne à la conduite.

L'installation de traitement des lixiviats est efficacement clôturée et son accès interdit à toute personne non habilitée par l'exploitant.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés et des déchets stockés, triés, regroupés dans l'installation.

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage.

L'admission des lixiviats extérieurs respectent les dispositions prévues à l'article 2.9.

9.2 - Unité d'épuration du biogaz

L'unité d'épuration de biogaz produit par l'ISDND et par le méthaniseur du pôle VERNEA avec production de biométhane pour injection dans le réseau de distribution de gaz naturel se compose :

- d'une unité d'épuration membranaire comportant :
 - une unité de pré-traitement,
 - une unité de désulfuration,

- un compresseur,
- un filtre membranaire pour l'épuration des COV,
- une unité ORS dédiée à l'élimination des traces de vapeur d'huile,
- un filtre membranaire pour l'épuration du CO₂,
- d'un oxydateur thermique
- d'une unité de cryo-distillation comprenant un stockage de 6 m³ d'azote liquide.

L'unité d'épuration de biogaz avec production de biométhane pour injection dans le réseau de distribution de gaz naturel est disposée, aménagée et exploitée conformément aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations autres en vigueur. Sans préjudice de ces dispositions, elle respecte également les plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation susvisé. Un plan de l'installation représentant les différents équipements qui la constituent ainsi que les tuyauteries et dispositif de sécurité associés est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées et du service d'incendie et de secours.

La limite entre le réseau biogaz du VALTOM et le réseau de distribution de GrdF correspond à la limite de propriété.

Les condensats de l'unité d'épuration du biogaz sont renvoyés vers le réseau de collecte et de traitement des lixiviats du site.

9.2.1 - Implantation

L'unité d'épuration de biogaz avec production de biométhane pour injection dans le réseau de distribution de gaz naturel est implantée suffisamment loin de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables afin d'éviter tout effet dominó.

Les installations de valorisation du biogaz sont efficacement clôturées et leur accès interdit à toute personne non habilitée par l'exploitant.

Leur accès pour les engins de lutte contre l'incendie est facilité par la mise en place d'une serrure déverrouillable à l'aide d'un triangle femelle de 11 mm ainsi que des plans du site mis à disposition des personnels intervenants.

9.2.2 - Matériels

Les matériaux sont choisis en fonction des fluides contenus ou circulant dans les appareils, pour atténuer ou supprimer les effets de la corrosion, de l'érosion et des chocs mécaniques et thermiques.

Les matériels et leurs supports doivent être conçus et réalisés de telle sorte qu'ils ne risquent pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de contraintes thermiques, mécaniques, de tassement du sol, surcharge occasionnelle...

La sécurité des installations doit notamment être assurée par l'utilisation d'équipements de contrôle ainsi que par la mise en place de soupapes de sécurité, de clapets, de joints d'éclatement ou de dispositifs analogues. Les installations doivent permettre d'accéder facilement autour des appareils pour déceler les suintements, fissuration, corrosions éventuelles des parois latérales et des parties des fonds éventuellement apparentes. Les exigences de conception, de construction et d'exploitation des appareils doivent respecter les textes législatifs et réglementaires relatifs à l'énergie, aux appareils à pression, et toute autre réglementation opposable.

Les matériels électriques doivent être installés conformément à la réglementation relative aux matériels électriques installés dans des emplacements présentant des risques d'explosion.

9.2.3 - Conduite des installations

Un dispositif de conduite et de surveillance des appareillages le nécessitant est mis en place par l'exploitant. Ce dispositif est centralisé en salle de contrôle ou équivalent.

Le dispositif de conduite comporte la mesure et l'enregistrement en continu des paramètres importants pour la sécurité de l'installation.

De plus, ce dispositif de conduite est conçu de manière à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive excessive des paramètres par rapport aux conditions normales d'exploitation.

La conception et la fréquence d'entretien de l'installation de valorisation doivent permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures, les appareillages et dans les alentours.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

L'installation d'épuration du biogaz est exploitée et entretenue par des personnes formées à cet effet.

Des procédures de suivi et de maintenance sont établies. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation normale, incidentelle ou accidentelle. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est défini sous la responsabilité de l'exploitant et ne peut en tout état de cause être supérieur à 1 an. Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

9.2.4 - Alimentation en combustible

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

L'alimentation générale amont en biogaz des installations de valorisation est munie d'une vanne manuelle de barrage afin de permettre en toute circonstance l'interruption de cette alimentation. Les positions « ouvertes »/ « fermées » de la vanne sont clairement identifiées.

La coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

9.2.5 - Gestion des condensats

Les condensats de l'unité d'épuration du biogaz sont renvoyés vers le réseau de collecte et de traitement des lixiviats du site.

9.3 - Exploitation de la centrale photovoltaïque

L'implantation de la centrale photovoltaïque respecte les dispositions de sécurité listées dans son étude pour maîtriser le risque d'explosion lié à la présence des installations de biogaz, ainsi que les normes en vigueur concernant notamment les installations électriques et les dispositions de protection contre la foudre.

La disposition des panneaux photovoltaïques et des équipements associés (câbles, onduleurs, transformateurs, etc.) doit permettre la végétalisation des anciens casiers de stockage de déchets non dangereux et leur entretien.

La structure des panneaux solaires est réglable afin de s'adapter aux éventuelles modifications de la topographie du site (tassement différentiel des déchets notamment).

L'implantation et l'exploitation de la centrale photovoltaïque est compatible avec les prescriptions du programme de suivi post-exploitation défini à l'article 2.12, de surveillance et de captage des lixiviats, de collecte du biogaz, de drainage et de suivi des eaux de ruissellement, de contrôle des accès du site, du maintien d'un bon état de végétalisation et du suivi topographique.

À aucun moment, l'accès aux piézomètres n'est gêné par la disposition des panneaux photovoltaïques, de même que le passage sur les voies de circulation présentes sur le site.

9.4 - Conditions particulières applicables à certaines installations relevant de la rubrique 2718-D

Au droit de l'ancienne déchetterie, une zone de tri des matériaux amiantés contenus dans les bennes entrantes de matériaux inertes est installée.

Cette activité relève du régime de la déclaration pour la rubrique 2718 « installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux » et à ce titre respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette zone est clôturée.

Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont orientés vers le casier amiante.

9.5 - Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement

Les installations doivent disposer d'une réserve de produits et consommables suffisante leur permettant d'assurer une continuité de leur activité et de la surveillance de leurs rejets dans des conditions exceptionnelles.

Les stocks de réactifs doivent notamment être suffisants pour assurer une continuité de l'activité pour une durée minimale de 2 mois.

Les 2 moteurs de valorisation de biogaz et les 2 torchères associées sont démantelés avant le 1^{er} janvier 2026.

10 - DISPOSITIONS FINALES

10.1 - Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

10.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

10.3 - Obligation de notification des recours

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (Monsieur le préfet du Puy-de-Dôme) et au bénéficiaire de la décision (VALTOM, 1 chemin des domaines de Beaulieu 63000 Clermont-Ferrand), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

10.4 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Clermont-Ferrand et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Clermont-Ferrand pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : Lempdes, Pérignat-Lès-Sarliève, Aulnat, Pont-du-Château, Cournon-d'Auvergne, Aubière ainsi que Clermont Auvergne Métropole ; ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale de quatre mois.

10.5 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, le Directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Clermont-Ferrand et au VALTOM.

Clermont-Ferrand, le

13 JAN. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Jean-Paul VICAT

Voies et délais de recours

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquant, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>

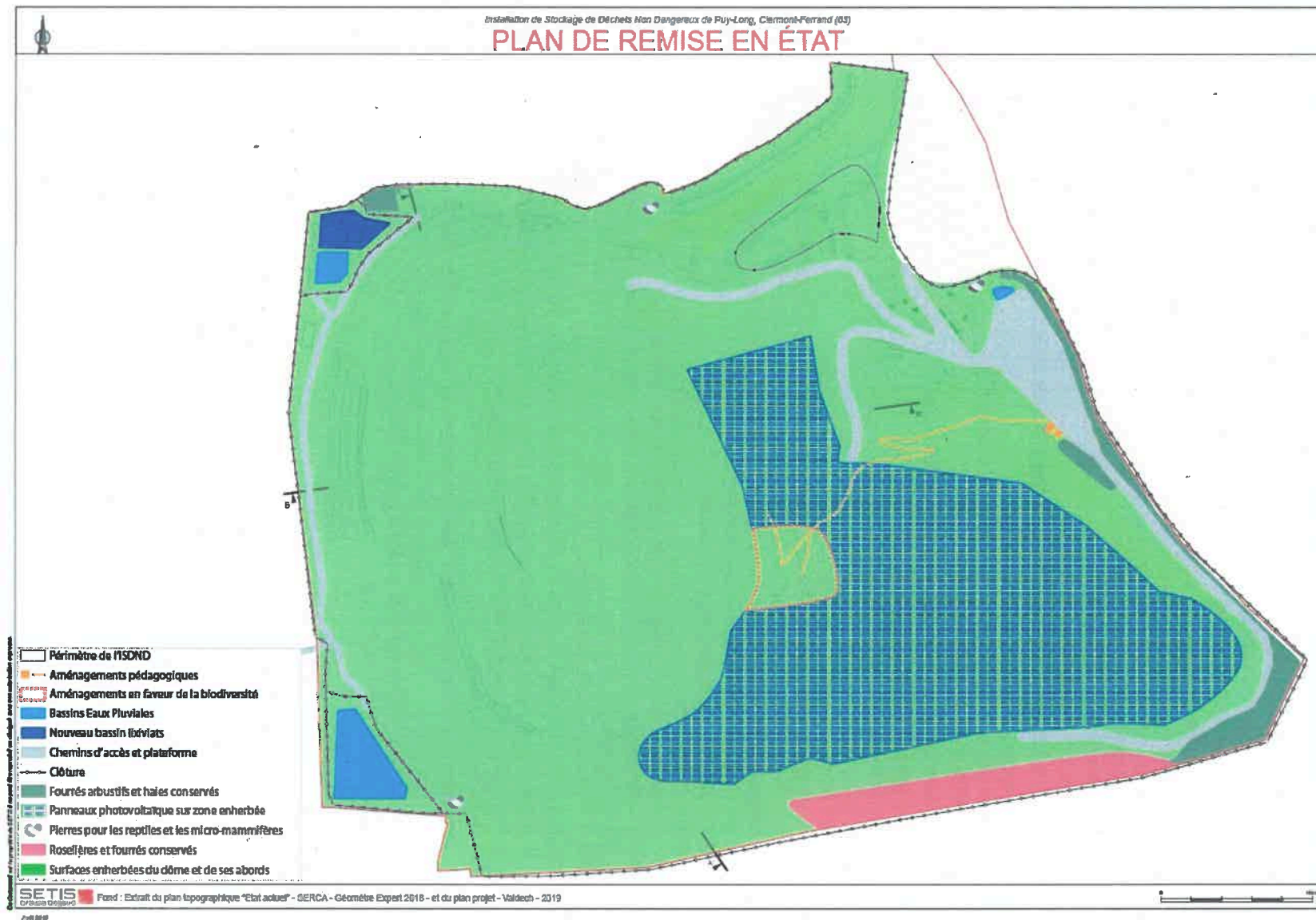
SOMMAIRE

1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	6
1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	6
1.1.1 - <i>Exploitant titulaire de l'autorisation.....</i>	6
1.1.2 - <i>Entrée en vigueur et modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs.....</i>	6
1.1.3 - <i>Localisation et surface occupée par les installations.....</i>	6
1.1.4 - <i>Autorisations embarquées.....</i>	7
1.1.5 - <i>Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....</i>	7
1.2 - Nature des installations.....	7
1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	9
1.4 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	9
1.4.1 - <i>Cessation d'activité et remise en état.....</i>	9
1.4.2 - <i>Durée de l'autorisation.....</i>	10
1.5 - Garanties financières.....	10
1.5.1 - <i>Montant des garanties financières.....</i>	10
1.5.2 - <i>Établissement des garanties financières.....</i>	10
1.5.3 - <i>Révision du montant des garanties financières.....</i>	11
1.5.4 - <i>Absence de garanties financières.....</i>	11
1.5.5 - <i>Appel des garanties financières.....</i>	11
1.5.6 - <i>Levée de l'obligation de garanties financières.....</i>	11
1.5.7 - <i>Obligation d'information.....</i>	11
1.5.8 - <i>Changement d'exploitant.....</i>	11
1.6 - Implantation.....	11
1.6.1 - <i>Isolement.....</i>	11
1.6.2 - <i>Accessibilité.....</i>	12
1.7 - Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	12
1.8 - Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.....	12
1.9 - Lutte contre la prolifération d'espèces nuisibles.....	12
2 - EXPLOITATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX.....	13
2.1 - Conception des installations.....	13
2.2 - Phasage d'exploitation de l'ISDND.....	13
2.3 - Conception des casiers.....	13
2.3.1 - <i>Géométrie des casiers de la zone 5.....</i>	14
2.3.2 - <i>Étanchéité des casiers.....</i>	14
2.3.2.1 - <i>Sécurité passive.....</i>	14
2.3.2.2 - <i>Géogrille de renforcement.....</i>	14
2.3.2.3 - <i>Sécurité active.....</i>	15
2.3.3 - <i>Drainage des casiers.....</i>	15
2.3.4 - <i>Géotextile antipoinçonnant.....</i>	15
2.3.5 - <i>Stabilité des casiers.....</i>	16
2.3.6 - <i>Suivi des tassements.....</i>	16
2.3.7 - <i>Conception et aménagement du casier dédié aux matériaux de construction contenant de l'amiante.....</i>	16
2.4 - Relevés topographiques annuels.....	17
2.5 - Conditions d'exploitation des casiers.....	17
2.6 - Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats.....	18
2.6.1 - <i>Collecte et traitement des lixiviats.....</i>	18
2.6.2 - <i>Bassins de stockage des lixiviats (produits sur site).....</i>	18
2.6.3 - <i>Traitement des lixiviats (produits sur site ou provenant d'autres ISDND).....</i>	19
2.6.4 - <i>Maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement.....</i>	19
2.6.5 - <i>Données météorologiques.....</i>	20
2.7 - Exigences relatives à la collecte et au traitement du biogaz.....	20
2.7.1 - <i>Collecte du biogaz.....</i>	20
2.7.2 - <i>Contrôle du réseau de collecte et gestion des fuites.....</i>	20
2.7.3 - <i>Traitement et valorisation du biogaz.....</i>	20
2.7.4 - <i>Contrôle et maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz.....</i>	21

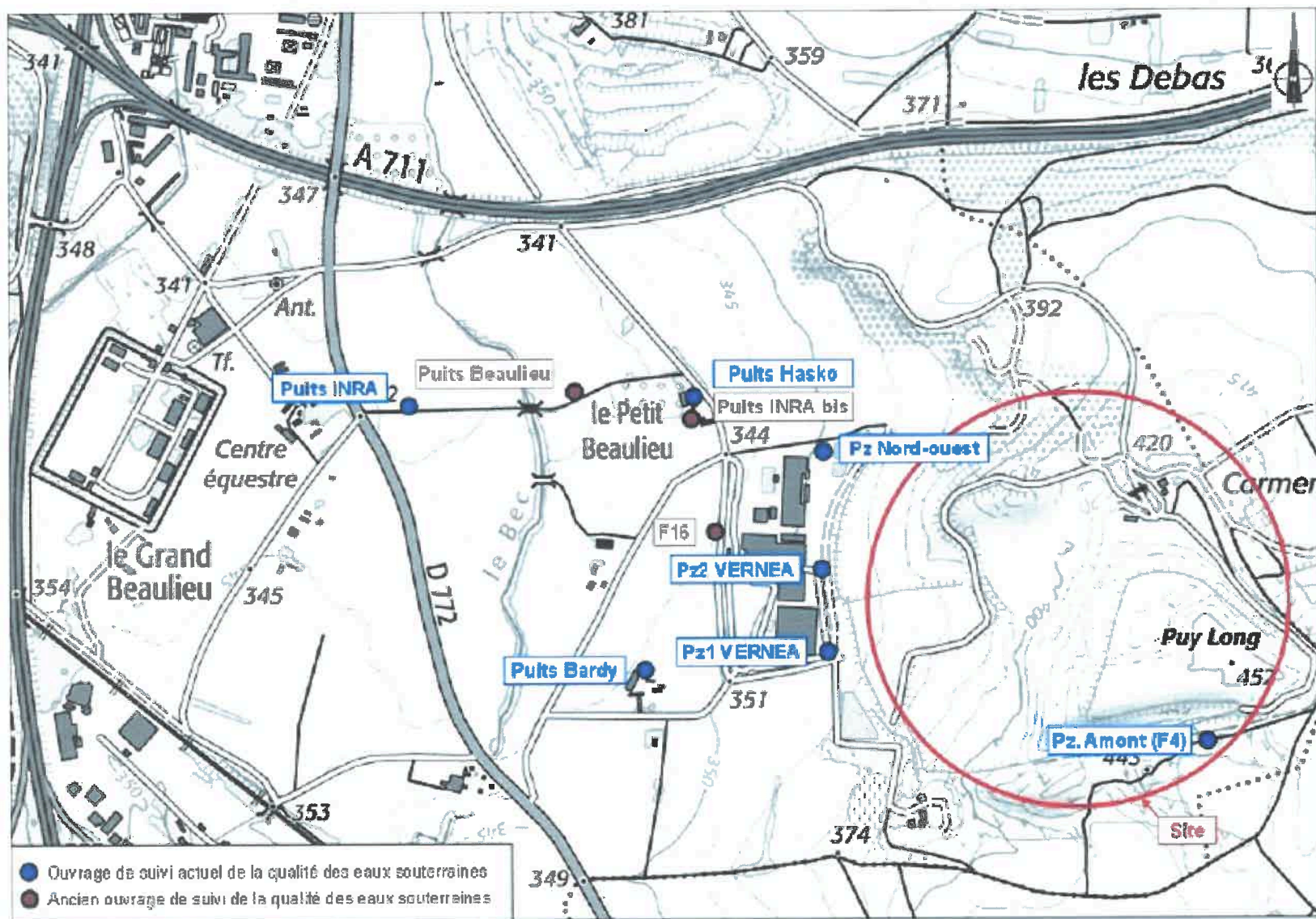
2.8 - Description des déchets entrants.....	21
2.8.1 - Déchets admissibles.....	21
2.8.2 - Déchets interdits.....	22
2.8.3 - Origine géographique des déchets.....	23
2.9 - Admission des déchets.....	23
2.9.1 - Déchets soumis à la procédure d'information préalable.....	23
2.9.2 - Procédure d'acceptation préalable.....	23
2.9.3 - Caractérisation de base.....	24
2.9.3.1 - Informations à fournir.....	24
2.9.3.2 - Essais à réaliser.....	24
2.9.3.3 - Dispositions particulières.....	25
2.9.3.4 - Caractérisation de base et vérification de la conformité.....	25
2.9.4 - Vérification de conformité.....	25
2.9.5 - Contrôles réalisés à l'arrivée des déchets.....	25
2.9.6 - Pesage des déchets entrants.....	26
2.9.7 - Détection de radioactivité.....	26
2.9.7.1 - Dispositifs de détection des rayonnements ionisants.....	26
2.9.7.2 - Procédure « détection de radioactivité ».....	27
2.9.8 - Registres.....	27
2.10 - Dispositions particulières applicables au casier dédié aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante.....	28
2.10.1 - Conditionnement.....	28
2.10.2 - Transport.....	28
2.10.3 - Déchargement.....	28
2.10.4 - Modalité de stockage dans le casier dédié.....	28
2.11 - Fin de l'exploitation d'un casier.....	29
2.12 - Programme de post-exploitation de l'installation de stockage de déchets.....	30
2.12.1 - Casiers de déchets non dangereux.....	30
2.12.2 - Casier mono-déchets dédié au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante.....	31
2.13 - Période de surveillance des installations de stockage de déchets.....	31
2.14 - Programme de surveillance de l'ISDND sur la période de suivi long terme.....	31
2.15 - Rapport annuel d'activité.....	31
2.16 - Bilan énergétique annuel.....	32
2.17 - Bilan environnement annuel.....	32
2.18 - Information du public.....	32
3 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....	32
3.1 - Conception des installations.....	33
3.1.1 - Conduits et installations raccordées.....	33
3.1.2 - Conditions générales de rejet.....	33
3.2 - Limitation des rejets.....	33
3.2.1 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	33
3.2.2 - Gestion des odeurs.....	33
3.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	34
3.3.1 - Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	34
3.3.2 - Surveillance des émissions diffuses.....	34
4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	34
4.1 - Prélèvements et consommation d'eau.....	34
4.1.1 - Origine des approvisionnements en eau.....	35
4.1.2 - Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux.....	35
4.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	35
4.2.1 - Points de rejet.....	35
4.2.1.1 - Drainage, collecte et stockage des lixiviats.....	35
4.2.1.2 - Eaux de ruissellement extérieures.....	35
4.2.1.3 - Gestion des eaux de ruissellement internes.....	35
4.2.1.4 - Aménagement des points de prélèvements.....	36
4.2.1.5 - Localisation des points de rejet.....	36
4.2.2 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	36
4.3 - Caractéristiques des rejets externes.....	37
4.4 - Surveillance des prélèvements et des rejets.....	40

4.4.1 - Relevé des prélèvements d'eau.....	40
4.4.2 - Contrôle des rejets.....	40
4.5 - Surveillance des substances per et polyfluoroalkylées.....	43
4.6 - Surveillance de la composition des lixiviats stockés.....	43
4.7 - Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	44
4.7.1 - Surveillance des eaux souterraines.....	44
4.7.2 - Surveillance des eaux de surface.....	46
4.7.2.1 - Eaux pluviales.....	46
4.7.2.2 - Lixiviats traités.....	47
5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE.....	47
5.1 - Limitation des Niveaux de Bruit.....	47
5.1.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	47
5.1.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores.....	47
5.1.3 - Valeurs limites d'émergence.....	47
5.1.4 - Vibrations.....	47
5.2 - Insertion paysagère.....	47
6 - PRÉVENTION, GESTION DES DÉCHETS PRODUITS SUR SITE.....	48
6.1 - Prévention et gestion des déchets.....	48
6.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation.....	48
6.3 - Limitation du stockage sur site.....	49
7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	49
7.1 - Conception des installations.....	49
7.1.1 - Dispositions générales.....	49
7.1.2 - Organisation des stockages.....	49
7.1.3 - Localisation des risques.....	50
7.1.4 - Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	50
7.1.5 - Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	50
7.2 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	50
7.2.1 - Dispositif de détection des départs d'incendies.....	50
7.2.2 - Moyens de lutte contre l'incendie.....	51
7.2.3 - Organisation.....	51
7.3 - Autres dispositifs et mesures de prévention des accidents.....	52
7.3.1 - Stockage de liquides susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols.....	52
7.3.2 - Travaux.....	52
7.3.3 - Consignes d'exploitation.....	52
8 - AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION.....	53
8.1 - Autres mesures d'évitement, réduction et compensation (non prescrites par ailleurs).....	53
8.2 - Protection des enjeux liés aux espèces protégées.....	53
8.3 - Suivi des mesures.....	54
9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES.....	54
9.1 - Traitement de lixiviats provenant d'autres ISDND.....	54
9.2 - Unité d'épuration du biogaz.....	54
9.2.1 - Implantation.....	55
9.2.2 - Matériels.....	55
9.2.3 - Conduite des installations.....	55
9.2.4 - Alimentation en combustible.....	56
9.2.5 - Gestion des condensats.....	56
9.3 - Exploitation de la centrale photovoltaïques.....	56
9.4 - Conditions particulières applicables à certaines installations relevant de la rubrique 2718-D.....	56
9.5 - Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement.....	57
10 - DISPOSITIONS FINALES.....	57
10.1 - Caducité.....	57
10.2 - Délais et voies de recours.....	57
10.3 - Obligation de notification des recours.....	58
10.4 - Publicité.....	58
10.5 - Exécution.....	58

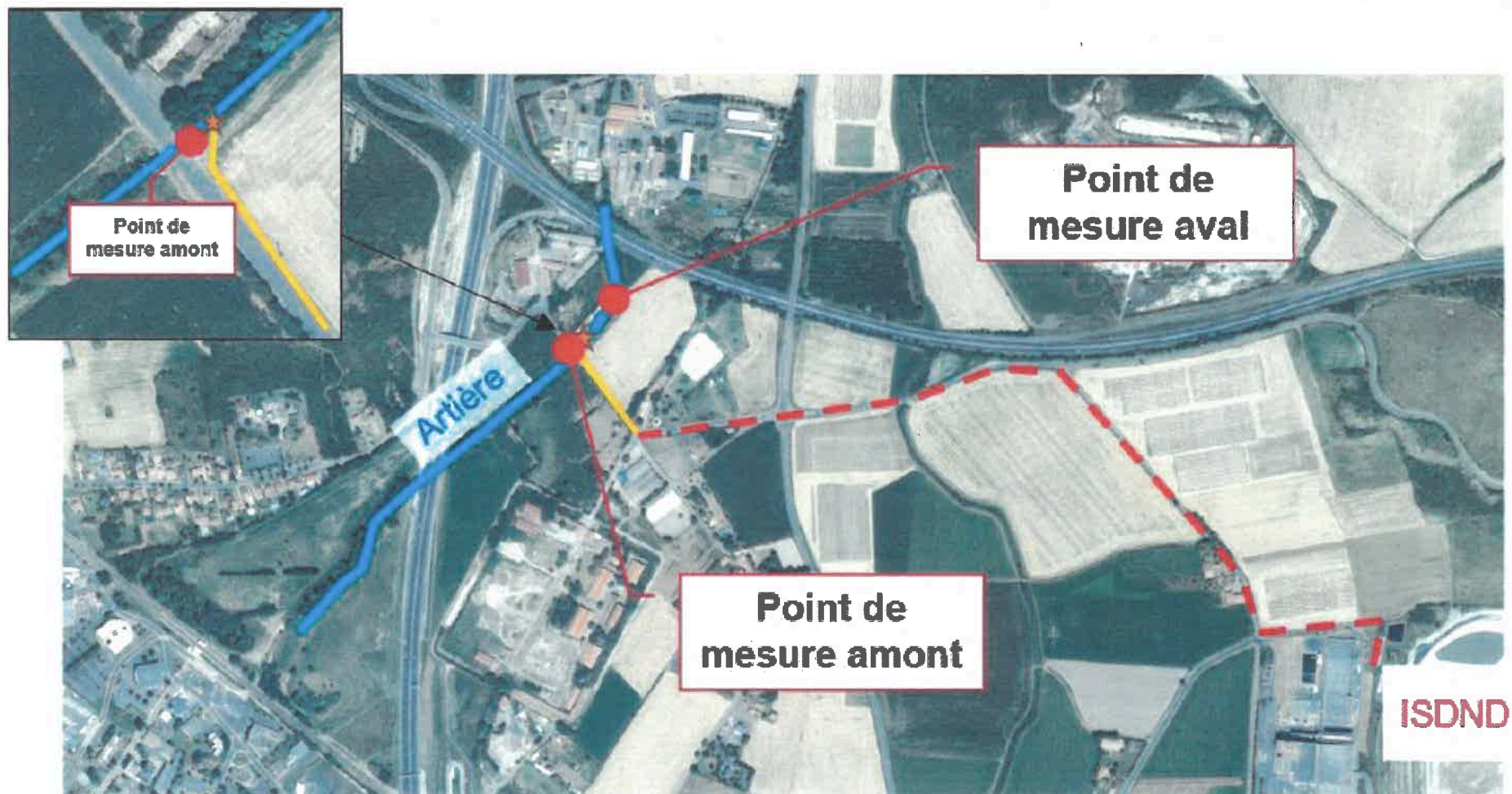
Annexe 1 : plan de remise en état



Annexe 2 : plan du réseau de contrôle des eaux souterraines



Annexe 3 : points de contrôle de la qualité de l'Artière en amont et en aval du rejet de l'unité de traitement des lixiviats



Annexe 4 : localisation des points de contrôle des émissions sonores

Les mesures sont effectuées en limite de site (limite ouest : point 1 / limite nord : point 2) et en zone à émergence réglementée (ZER ouest : point 8 / ZER nord-ouest : point 9), tel que localisées sur le plan ci-après.



